

## Les capitalistes s'attaquent à l'«Etat providence»

# Mobilisations ouvrières dans toute l'Europe de l'Ouest

L'article reproduit ci-dessous a été publié dans le numéro du 7 mai de Workers Vanguard (n° 575), le journal de la SL/US, section américaine de la Ligue communiste internationale.

Le mois dernier, l'Europe de l'Ouest a connu, de la Méditerranée à la Baltique, une poussée spectaculaire de grèves et de protestations ouvrières. En Allemagne orientale, des dizaines de milliers d'ouvriers ont pris part aux grèves d'avertissement des métallurgistes et sidérurgistes, bloquant routes, ponts et portes d'usines. Les cheminots britanniques ont paralysé tout le trafic par deux fois en l'espace de deux semaines. En Italie, pendant la journée d'action syndicale européenne du 2 avril, les écoles, les chemins de fer et les bâtiments publics ont été fermés.

Ces luttes ouvrières font partie d'une agitation sociale croissante dans l'Europe de l'après-guerre froide. La défaite spectaculaire de la social-démocratie française aux élections parlementaires de mars et la victoire de la droite ont rapidement été suivies d'assassinats, commis par la police, de jeunes de la deuxième génération. En Espagne, le gouvernement «socialiste» est en passe de perdre sa majorité. Le régime politique italien, qui était resté inchangé à travers plus de 50 gouvernements depuis la Deuxième Guerre mondiale, est en train de s'effondrer. Les attaques fascistes et les pogromes anti-immigrés en Allemagne ont été suivis par de grandes manifestations antifascistes.

Cette agitation multiforme est le résultat direct ou indirect de la contre-révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, ainsi que de la crise généralisée de l'économie capitaliste à l'Ouest. Avec la disparition de l'ennemi



Sidérurgistes allemands dans la Ruhr. Le 3 mai, les métallurgistes est-allemands se sont mis en grève après que les patrons eurent dénoncé un accord sur la mise à niveau des salaires avec ceux de l'Ouest.

commun de la guerre froide, les rivalités impérialistes se sont intensifiées non seulement entre l'Europe, l'Amérique et le Japon, mais aussi entre les bourgeoisies européennes. Le chômage de masse se combine avec des attaques contre les programmes sociaux de la période de l'après-guerre, attaques menées par une classe dirigeante enhardie par la destruction de l'Union soviétique. Les sociaux-démocrates pro-OTAN pensaient profiter de l'écroulement du stalinisme soviétique. Mais c'est le contraire qui s'est produit : la bourgeoisie estime avoir moins besoin de ses lieutenants ouvriers et considère l'«Etat providence», tant vanté, comme

un surcoût dispendieux dont elle peut maintenant faire l'économie.

Tous les euphémismes pour désigner un capitalisme soi-disant fondamentalement réformé («économie sociale de marché» en Allemagne, «troisième voie» suédoise, etc.) passent à la trappe. Aujourd'hui, même les luttes sociales les plus élémentaires réclament une direction révolutionnaire.

### La nouvelle offensive capitaliste

Les eurocrates de la Communauté européenne (CEE) basée à Bruxelles proposent de licencier 50 000 sidérurgis-

tes - dont plus de la moitié en Allemagne - au cours des deux prochaines années. Si même la partie la plus puissante de la classe ouvrière dans le plus riche pays capitaliste d'Europe est menacée par la crise économique, les effets de cette crise dévastent déjà les secteurs les plus faibles des régions les plus pauvres. En Italie du Sud par exemple, le taux de chômage qui frappe les ouvrières a atteint le chiffre ahurissant de 35%!

Le gouvernement italien a lancé un programme d'austérité féroce qui a éliminé la *scala mobile* (échelle mobile des salaires), un moyen vital pour maintenir

Suite page 6

## Allemagne - Les mesures anti-réfugiés: feu vert pour la terreur nazie

Berlin - Le 26 mai, les chrétiens-démocrates (CDU), les libéraux (FDP) et les sociaux-démocrates (SPD) ont voté au Bundestag (Parlement) de Bonn une loi qui limite de façon draconienne le droit d'asile et donc, en fait chasse d'Allemagne tous les réfugiés. Trois jours plus tard, les fascistes «célé-

braient» leur victoire en incendiant une maison occupée par des familles turques à Solingen, une ville industrielle de la Ruhr. Deux jeunes femmes et trois fillettes ont péri d'une façon atroce dans le brasier, et trois autres enfants turcs sont dans un état grave, ayant été gravement brûlés alors qu'ils tentaient désespérément d'échapper aux flammes. Des voisins témoignent avoir vu un groupe de skinheads quitter les lieux après avoir inscrit des croix gammées sur un terrain de jeux tout proche.

A Solingen, le 29 mai, des milliers de manifestants ont accueilli le ministre

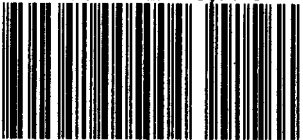
fédéral de l'Intérieur, Seifers, aux cris d'«assassin!» Nos camarades du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) ont publié une déclaration d'urgence appelant à une mobilisation ouvrière/immigrée pour stopper les bandes meurtrières du Quatrième Reich (lire page 11).

Cette même nuit des 28-29 mai, d'autres incendies ont été allumés par des nazis à Munich dans une maison habitée par des Turcs, des Afghans et des Angolais, ainsi qu'à Hanovre, Chemnitz, Cuxhaven et Wolfsburg. Il ne s'agissait pas d'actes de «voyous» deve-

nus fous furieux, mais d'une opération militaire calculée. «Les étrangers dehors!» est depuis longtemps un cri de guerre des fascistes, en particulier à la faveur de l'explosion de chauvinisme et de nationalisme qui a suivi la réunification capitaliste de l'Allemagne, laquelle a détruit l'Etat ouvrier déformé est-allemand. Et tandis que les politiciens «respectables», bourgeois et sociaux-démocrates, excitent les craintes que le pays ne soit «inondé» par les immigrés, les terroristes nazis sont encouragés à perpétrer leurs actes meurtriers. Après

Suite page 9

M2651 - 124 - 5,00 F



L'article suivant est traduit de Spartakist n° 104, journal de nos camarades du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands, section allemande de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Elke Pirdszun, notre camarade très chère, est morte d'un cancer le 19 mai dernier à Duisbourg, en Allemagne. Elke disparaît à l'âge tragiquement jeune de trente-six ans, mais elle aura combattu pendant plus de la moitié de son existence dans les rangs de notre internationale. Au moment de sa mort, Elke était membre du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD); elle avait auparavant travaillé comme cadre dirigeante de la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I) et de la Spartacist League/Britain. La mort d'Elke est pour de nombreux camarades, dans de nombreux pays, un chagrin et une grande douleur personnels.

En 1975, à l'âge de 17 ans, Elke est devenue une sympathisante active de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD) et travailla avec notre comité d'organisation de Cologne. Elle rejoignit le parti et vint habiter à Berlin en octobre 1976. Alors qu'elle étudiait les fondements du marxisme, Elke a aidé à former les autres jeunes camarades que nous avons recrutés des milieux assez lumpénisés de la « Nouvelle Gauche » et du pablisme, leur montrant par son exemple personnel qu'une partie du sérieux exigé d'un révolutionnaire professionnel est d'apprendre un métier, de mener une existence stable et disciplinée et de réserver la plus grande part de son énergie pour le parti.

Elke était une camarade posée et réfléchie, qui préférait et conseillait de réfléchir de manière approfondie avant de s'engager dans une bataille, et ses années dans la TLD furent des années de batailles dures et pénibles pour forger une section allemande. En 1979, trésorière du comité local de Berlin, elle avait été élue au comité exécutif de Berlin; en janvier 1981, Elke s'installa à Francfort et commença à jouer un rôle plus important dans la direction de l'organisation et dans la rédaction du journal.

Les capacités littéraires d'Elke étaient reconnues par tous les camarades qui ont travaillé avec elle. A partir de l'été 1981, Elke a été membre du comité de rédaction du journal de la section allemande, *Spartakist*. Elle consacra le meilleur d'elle-même à l'édition allemande de *Spartacist*, le journal reproduisant les documents et textes théoriques de la tendance spartaciste internationale, aujourd'hui Ligue communiste internationale. Au cours de l'hiver 1981-82, en tant que membre du comité de rédaction de *Spartacist*, elle se rendit à New York pour aider à la publication de *Spartacist* n° 10, axé sur la question russe et en particulier sur la Pologne et l'Afghanistan.

En 1981-82, alors que la plus grande partie de la « gauche » s'enthousiasmait pour Solidarność, une bataille éclata dans la TLD sur la Pologne, face à la tentative

# Elke Pirdszun



1957-1993

de prise du pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarność. Elke fut dans cette bataille une des camarades qui, avec des camarades de l'internationale, aidèrent à réorienter la section autour du programme trotskyste de révolution politique prolétarienne et de défense des acquis des Etats ouvriers déformés. Elle fut élue au comité central lors de la conférence de la TLD en septembre 1981.

Nous avons reconnu à l'époque, comme Elke elle-même l'écrivait en mars 1982, que l'incapacité à tirer les leçons de la résurgence du nationalisme allemand et de la deuxième guerre froide « mettrait un point d'interrogation sur l'existence d'une section allemande » de notre tendance. La social-démocratie était le fer de lance idéologique d'une bourgeoisie allemande qui se renforçait de plus en plus. Il était nécessaire d'armer politiquement la section pour combattre la résurgence du nationalisme allemand, sous ses livrées réactionnaires et « de gauche », en particulier avec une social-démocratie qui dominait le « Mouvement de la paix ». A cet égard, au cours de l'été 1982, une autre bataille sérieuse éclata à l'intérieur de la TLD et atteignit son paroxysme dans une conférence nationale d'urgence. Le nationalisme « de gauche » avait réussi à se frayer un chemin dans l'organisation et était grossièrement évident en la personne d'un certain Ulrich Sandhaus, un punk proto-fasciste qui fut exclu de la TLD. Lors de cette conférence, Elke fut élue parmi les trois membres du comité central. Elle travailla en étroite collaboration avec les camarades de l'internationale pour formuler de manière tranchante la polémique contre le nationalisme « de gauche »; et c'est elle qui présenta, sur ce sujet, un rapport public au nom de la section allemande à la Fête de *Lutte Ouvrière* de 1983. Ce travail contribua à jeter les bases pour les polémiques ultérieures contre nos opposants en Allemagne.

En juillet 1983, Elke vint s'installer à Milan et travailla comme membre de la LTd'I. Lorsqu'en 1985 la TLD, avec le reste de la gauche, resta à l'écart des manifestations organisées par des groupes juifs contre l'hommage obscène rendu par Reagan et Kohl aux SS à Bitburg, Elke

intervint immédiatement dans les discussions en Allemagne, en insistant que les camarades devaient assimiler complètement les leçons historiques de la montée du fascisme et de l'Holocauste, et ce par des lectures approfondies et des débats internes. Une part importante de sa bibliothèque était consacrée à la question juive et à la montée du fascisme.

Elke était très douée pour les langues. A Milan, elle apprit rapidement l'italien et joua un rôle central dans la direction de notre section italienne. Organisatrice talentueuse connaissant la valeur d'un appareil qui fonctionne, Elke aida à introduire dans la LTd'I les normes organisationnelles et les systèmes financiers léninistes, comme elle l'avait fait à Berlin.

En 1983, Elke faisait partie des camarades d'Italie et d'Allemagne qui menèrent des discussions programmatiques avec un groupe de jeunes qui constituaient une fraction de gauche dans le groupe suisse, par ailleurs totalement lamentable, du Secrétariat unifié; le meilleur élément de ce groupe fut recruté à notre internationale. A partir de février 1986, Elke fut membre de la Spartacist League/Britain, où elle fut cooptée au comité central, et occupa également le poste d'organisatrice du local de Londres. Son tranchant politique contre les opposants centristes et réformistes a laissé son empreinte sur la section, tout comme son insistance sur un fonctionnement interne correct. Mais à la suite d'une crise précipitée par son amertume et une désillusion personnelles, Elke démissionna à regret du parti en mars 1988.

En août 1989, elle retourna à Duisbourg, la ville du bassin de la Ruhr où elle avait grandi, et a soutenu le parti de là-bas. Pendant la révolution politique embryonnaire en Allemagne de l'Est en 1989-90, Elke rendit des services considérables au parti pour notre travail dans la Ruhr et participa à nos meetings réguliers à Berlin. Lorsque des camarades du SpAD se rendirent dans la Ruhr après la grève de masse de la fonction publique en 1992, Elke intervint dans notre meeting à Essen contre les northistes allemands - avec son tranchant habituel et, comme le remarquèrent nos propres camarades, plus puissamment qu'auraient

pu le faire certains de nos propres militants. Par la suite, Elke collabora de façon de plus en plus étroite avec le parti.

Sa dernière intervention publique à nos côtés remonte au 30 août 1992, dans la manifestation à Rostock contre le pogrome raciste qui avait eu lieu quelques jours plus tôt. La police, qui avait permis aux émeutiers conduits par des fascistes d'incendier un foyer de demandeurs d'asile et de travailleurs vietnamiens, avait alors engagé une répression massive contre les manifestants de gauche. Quand Elke réadhéra à la section allemande en tant que membre honoraire, début 1993, elle se savait condamnée. Elle souffrait d'être à l'extérieur du parti, et elle et ses proches ont souvent dit à nos camarades allemands qu'en réadhérant elle était revenue chez elle. Les cinq derniers mois, Elke a donné au parti tout ce qu'elle pouvait donner. Construire son parti était sa principale raison de vivre et de se battre.

Sa terrible maladie lui a laissé très peu de temps, et elle a choisi d'entreprendre une chimiothérapie douloureuse dans l'espoir d'en gagner un peu plus. En février, au cours des brefs sursis qu'elle avait arrachés, elle a rendu visite à ses amis et camarades à Londres et à Berlin. Bien que cela représentât pour elle un effort épuisant, elle et son dévoué compagnon Arno se sont rendus au monument aux socialistes à Berlin-Est, où seulement quelques jours plus tôt les camarades du SpAD avaient déposé des couronnes pour nos camarades disparus Martha Phillips et Dirk Schubert en commémoration des « Trois L » - Lénine, Liebknecht et Luxemburg.

Pendant les quelques derniers mois qui lui restaient à vivre, Elke s'est battue, de toute son énergie, pour l'extension de notre parti dans le bassin industriel de la Ruhr, mettant son propre domicile à la disposition du parti comme centre d'organisation pendant la plus grande partie de cette période. Pendant les derniers mois de sa vie, elle eut la satisfaction de voir que le travail de publication de la traduction allemande de [la brochure spartaciste] *Lénine et le parti d'avant-garde* était sur le point d'être terminé; seule sa douloureuse maladie l'a empêchée de la terminer elle-même.

Elke est restée jusqu'au dernier instant une communiste ferme. La veille de sa mort, les camarades venus à Duisbourg lui ont raconté les succès rencontrés par notre travail; et elle fut heureuse d'apprendre que ce jour-là nos camarades avaient manifesté en défense du maître-espion est-allemand Markus Wolf lors de son procès à Düsseldorf, qu'à Hambourg nos camarades avaient été chaleureusement accueillis alors qu'ils défendaient des Tsiganes qui manifestaient contre des expulsions de masse, et que la tournée européenne de meetings de notre camarade Renate avait été un succès.

Elke avait grandi dans une famille ouvrière d'origine polonaise. Sa mère Uschi était la fille rebelle, déterminée et douée d'un mineur conservateur. Uschi avait dû s'opposer à son propre père et céder devant l'Eglise pour accéder à l'enseignement secondaire; même pour les enfants doués de prolétaires, seule l'école des institutions religieuses était gratuite. Parmi les nombreuses leçons de son passé qu'elle a transmises à Elke, il y avait une profonde haine de la discrimination qui frappe les femmes, et la question femmes a profondément motivé Elke en tant que communiste.

Le père d'Elke était un charpentier qualifié, mais il est allé travailler à l'usine sidérurgique de Mannesmann, où il gagnait mieux sa vie, pour élever leurs trois enfants. Il ne ménageait pas ses efforts pour Elke, l'aînée, l'encourageait à lire, et il a aussi travaillé à former son caractère. Syndicaliste social-démocrate actif, Helmut Pirdszun a gagné un grand respect et l'affection de ses collègues de travail

Suite page 8

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: François Donau (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann (rédacteur en chef), Josie Thanner, Jean Thimbault.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Xavier Gomez.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Roto Paris Presse

Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Le criminel de guerre vichyste Bousquet exécuté

## Justice est faite !

Les 16 et 17 juillet 1942, près de 13 000 Juifs étaient arrêtés dans la région parisienne. Plus de la moitié, dont 4 000 enfants, furent enfermés dans des conditions inhumaines dans le stade-vélodrome de Paris, le « Vel d'Hiv », les autres dans le camp de concentration de Drancy, un grand ensemble de la banlieue nord de Paris. Dans les semaines qui suivirent, depuis Drancy, le camp de Pithiviers ou celui de Beaune-la-Rolande, les victimes de ce qui devait rester dans l'Histoire sous le nom de « Rafle du Vel d'Hiv » furent entassées dans des wagons à bestiaux et expédiées vers leur destination finale : le camp d'extermination nazi d'Auschwitz. Cette déportation de masse vers la mort ne fut pas perpétrée par les SS, mais par la police française commandée par un certain René Bousquet. Presque 51 ans plus tard, justice a enfin été rendue contre cet abominable assassin.

Le 8 juin dernier, Bousquet a été abattu de quatre balles tirées à bout portant dans l'entrée de son appartement cosu du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. De façon obscène, le gouvernement français a immédiatement fait arrêter l'homme qui venait de venger les crimes de Bousquet, Christian Didier, un écrivain de 49 ans, et l'a inculpé de meurtre. Du point de vue de la classe ouvrière, des survivants de l'Holocauste nazi et de tous les gens décents, Christian Didier, en débarrassant le monde de « cette ordure », — comme il l'a dit lui-même —, mérite d'être félicité et non d'être traîné en justice. En 1987, il avait déjà passé quatre mois en prison pour avoir tenté d'exécuter le criminel de guerre nazi Klaus Barbie. *Levée des inculpations qui pèsent contre Christian Didier !*

De façon parfaitement obscène, un certain nombre de gens qui se proclament les représentants de la communauté juive de France se sont précipités pour prendre la défense du gouvernement et condamner l'exécution du criminel de guerre. Le sioniste chasseur de nazis Serge Klarsfeld dénonce l'exécution de Bousquet comme « un événement navrant qui interrompt le cours de la justice » (*Libération*, 9 juin). Nous disons que justice a été faite ! Ceux qui expliquent hypocritement qu'un procès aurait contribué à dévoiler un peu plus les crimes du régime collaborationniste de Vichy ne font que justifier l'attitude du gouvernement. Comme le déclarait Didier : « J'ai entendu parler du procès Bousquet pendant des années mais il n'a jamais eu lieu » (*le Monde*, 10 juin).

48 ans après la fin de la guerre, aucun criminel de guerre de Vichy n'a jamais été jugé pour son rôle dans l'Holocauste. Le procès de Klaus Barbie, le « boucher de Lyon » SS, a été transformé en une sinistre farce procédurière où Barbie était l'objet de toutes les attentions tandis que ses victimes survivantes étaient une nouvelle fois torturées et tourmentées (lire nos articles « Procès Barbie : le retour vers l'enfer » et « Barbie mérite la mort », *le Bolchévik* n° 74 et 75, juin et juillet-août 1987). Pendant des décennies, tous les gouvernements français, l'un après l'autre, ont répété le mensonge éhonté comme quoi tous les crimes de guerre commis sur le sol français l'auraient été exclusivement par les forces d'occupation allemandes. C'est seulement sous la pression d'une opinion de plus en plus scandalisée que le régime Mitterrand a fini par s'engager dans la voie menant à un procès de Bousquet et de deux autres criminels de guerre de Vichy, Paul Tou-

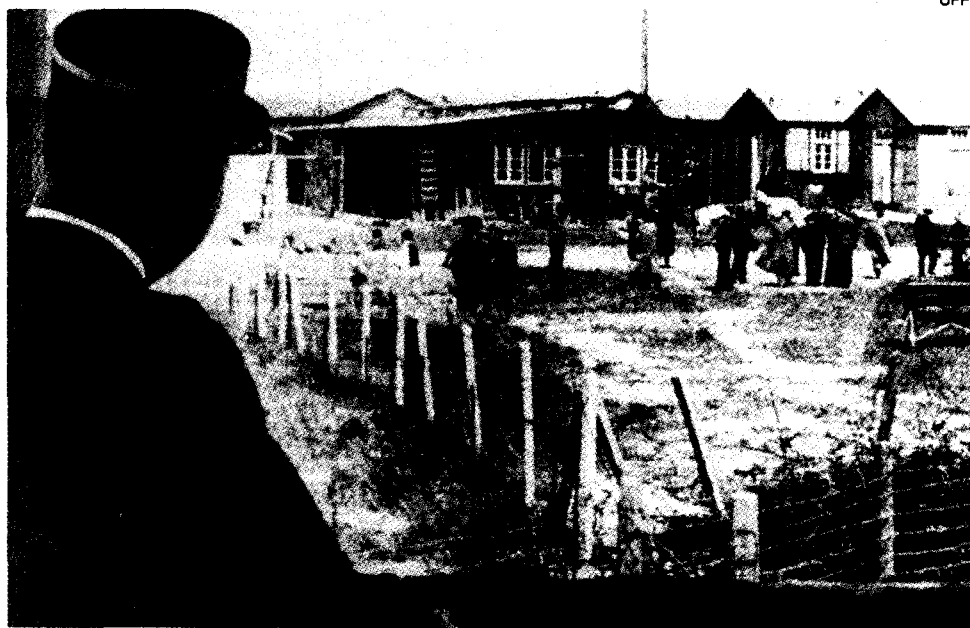
vier et Maurice Papon. Mais Klarsfeld expliquait lui-même au début de cette année, en voyant la manière dont le gouvernement n'en finissait pas de traîner les pieds, qu'il semblait bien que l'on attendait que Papon meure. Et la date du procès de Bousquet, âgé de 84 ans, n'était même pas encore fixée.

Si jamais un criminel de guerre méri-

agents de l'étranger ». Pourtant, cet assassin n'a jamais passé un seul jour en prison. Après un simulacre de procès pour « trahison » en 1949, il fut condamné à cinq ans de détention, peine aussitôt commuée pour « faits de Résistance ». Sous la Quatrième République, il occupa par la suite de hautes fonctions, notamment comme directeur de la Banque



René Bousquet, chef de toutes les polices de Vichy, passe en revue ses troupes en 1942. L'Etat français, de sa propre initiative, a envoyé des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs dans les camps de la mort nazis. Ci-dessous, le camp de concentration de Beaune-la-Rolande.



taut la mort, c'était bien Bousquet. Nommé secrétaire général pour la police au ministère de l'Intérieur en mai 1942 par son protecteur Pierre Laval, Bousquet se distingua rapidement par sa frénésie antisémite et anticommuniste. Il insista personnellement auprès de Reinhard Heydrich, l'adjoint de Himmler à la tête de la Gestapo, pour que les déportations ne se limitent pas aux Juifs de la zone occupée mais s'étendent à ceux de la zone administrée par Vichy, et pour que les enfants soient eux aussi déportés. Il prit l'engagement de mobiliser la police française dans « la répression de tous les ennemis du Reich » ; et, dans une circulaire aux préfets régionaux, il leur ordonnait de « briser toutes les résistances » afin de « libérer totalement votre région de tous les Juifs étrangers [...] » (cité dans Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*). Pour le chef des SS Himmler, Bousquet était un « collaborateur précieux ».

Quelques mois à peine avant d'être limogé de son poste à la fin 1943, Bousquet s'engageait à « poursuivre avec une énergie farouche la lutte contre tous les adversaires de la sécurité intérieure française », au nombre desquels il distinguait tout particulièrement « les terroristes, les communistes, les Juifs, les gaullistes et les

d'Indochine et, plus tard, de la compagnie aérienne UTA et d'un certain nombre d'autres sociétés.

Le cas de Bousquet est symptomatique de la façon dont la bourgeoisie, après la guerre, a traité les crimes de guerre perpétrés par le régime pronazi du maréchal Pétain. En tant que secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Maurice Papon avait organisé l'arrestation de 1 700 Juifs envoyés à Drancy. Il fut par la suite préfet de police de Paris sous de Gaulle — il organisa à ce titre le massacre perpétré par les flics de centaines de manifestants algériens le 17 octobre 1961 — puis ministre du Budget sous Giscard. Parmi ceux des crimes de guerre commis par Paul Touvier qui ont pu être prouvés figurent l'assassinat de sept otages (dont six Juifs), le dynamitage d'une synagogue à Lyon, des tortures et des assassinats en grand nombre. En dépit de deux condam-

nations à mort par contumace après la guerre, Touvier vécut pendant toutes ces années le plus tranquillement du monde (au vu et au su de la police et de la « justice »), sous la protection de hauts dignitaires de la hiérarchie catholique française, notamment de l'archevêque de Lyon, le cardinal Gerlier, et du secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Villot.

L'année dernière, Mitterrand provoqua un tollé en refusant de reconnaître, fût-ce de manière symbolique, la responsabilité française dans l'Holocauste, en niant tout rapport entre le régime de Pétain et les Quatrième et Cinquième Républiques de l'après-guerre. Rien d'étonnant à cela. Mitterrand lui-même est l'incarnation de cette continuité. Il était chargé — sous Pétain — de l'information au Commissariat général aux prisonniers et, en 1943, il fut décoré de l'ordre de la Francisque, la plus haute distinction du régime de Vichy, pour son action en faveur de la « Révolution nationale ». Après la guerre, Mitterrand a été ministre de l'Intérieur et, à ce titre, responsable de la répression policière pendant la Guerre d'Algérie. La « solidarité » du club des anciens de Vichy s'est manifestée quand Mitterrand a soutenu la campagne électorale de Bousquet aux législatives de 1958, Bousquet renvoyant l'ascenseur en soutenant Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965.

Comme nous l'écrivions à l'époque du procès Barbie : « Avec la bourgeoisie et son Etat mouillés jusqu'au cou dans les atrocités nazies, il aurait fallu rien moins que le renversement de l'Etat bourgeois par une révolution ouvrière pour que les auxiliaires de la barbarie hitlérienne reçoivent le châtiement qu'ils méritaient » (« Le boucher Barbie et l'antisémitisme français — Vengeance pour leurs victimes ! », *le Bolchévik* n° 73, mai 1987). Et ceci est vrai non seulement pour la bourgeoisie française — vichyste ou gaulliste — mais aussi pour toutes les puissances impérialistes. La bourgeoisie britannique a pendant des années étouffé l'affaire de la politique de collaboration avec les forces d'occupation allemandes menée dans les îles Anglo-Normandes, où des milliers de personnes sont mortes dans des camps de travail forcé. Le gouvernement de Churchill déporta des réfugiés juifs allemands dans des camps de concentration installés dans le désert australien, tandis que Roosevelt fermait la porte aux réfugiés qui fuyaient l'Holocauste et jetait les Américains d'origine japonaise dans des camps de concentration.

Sous le règne du « socialiste » Mitterrand, les crimes racistes de l'impérialisme français ont continué. En octobre dernier, quand plus de 1 200 CRS ont arrêté des centaines d'immigrés africains à Vincennes, des passants criaient : « C'est la rafle du Vel d'Hiv ! » Pour en finir avec le système qui engendre la terreur fasciste, il faudra non pas l'acte d'un justicier solitaire, aussi courageux soit-il, mais la mobilisation révolutionnaire du prolétariat international. En attendant, tous les ennemis du fascisme doivent se réjouir de ce que René Bousquet ait subi un châtiement qui n'avait que beaucoup trop tardé.

*Bas les pattes devant Christian Didier !*  
— Adapté de *Workers Vanguard* n° 578

### POUR CONTACTER LA LTF

#### Paris

Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél: 42 08 01 49

#### Rouen

Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél: 35 73 74 47

#### Lyon

Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07

# L'exclusionnisme scandaleux de LO : raciste et anticomuniste

Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué par la Ligue communiste internationale pour protester contre notre exclusion de la dernière « Fête » de Lutte Ouvrière.

Trotsky écrivait des bureaucrates réformistes qu'ils n'étaient « rien d'autre que la police politique du capital à l'intérieur de la classe ouvrière ». Cette année, la direction de Lutte ouvrière (LO) a endossé cet uniforme - celui de la police idéologique anticomuniste de la bourgeoisie - en tentant d'exclure de sa Fête les trotskystes de la Ligue communiste internationale (LCI). Il va sans dire que pour essayer de justifier son refus de donner un stand à la LCI, LO passe sous silence la véritable raison pour laquelle elle veut nous bâillonner : nos efforts énergiques pour attirer l'attention des participants sur la vilénie raciste qu'elle a perpétrée lors de sa Fête d'il y a deux ans et sur ses agissements homophobes et antidémocratiques lors de sa Fête de l'année dernière.

Il y a deux ans, nous avons été les témoins directs d'une agression perpétrée par une trentaine de membres du « service d'ordre » de la Fête de LO contre plusieurs jeunes Noirs, jetés à terre et malmenés parce qu'ils étaient accusés du vol d'un sac, évidemment sans l'ombre d'une quelconque présomption si ce n'est la couleur de leur peau. Nous avons dénoncé cette vilénie raciste (lire notre article « Une vilénie à la Fête de LO », le Bolchévick n° 112, juillet-août 1991). Lors de la Fête de l'année dernière, nous avons distribué un tract et organisé un rassemblement de protestation après que les homophobes de LO eurent refusé un stand à Act-Up France, un groupe combatif de lutte contre le sida qui dénonce la politique criminelle du gouvernement français.

Aujourd'hui, la direction de LO, dans une lettre datée du 4 mai, nous accuse de violer « les règles normales qui permettent la cohabitation », définies comme étant de ne pas vendre de journaux, distribuer de tracts ou faire circuler des pétitions ! LO ajoute que nous avons été informés de cette « décision » l'année dernière, mais garde un silence coupable sur les événements qui l'ont alors conduite à essayer de nous bâillonner. En fait, l'année dernière, nous avons distribué - dans les stands des différentes organisations présentes, ainsi que partout où nous pouvions le faire - des exemplaires d'une lettre de la LCI à Act-Up (reproduite dans le Bolchévick n° 119, juin 1992), où nous lui proposons de partager notre stand (une offre qu'Act-Up avait déclinée). La direction de LO, à l'évidence embarrassée par ce scandale qu'elle avait elle-même provoqué, perdit toute retenue, et un de ses cadres dirigeants, responsable du service d'ordre, vint nous menacer d'exclusion des Fêtes futures (de même que le Courant communiste international, un petit groupe ultra-gauche inoffensif qui, par ailleurs, avait eu l'idée intelligente de distribuer dans les meetings de LO le numéro de Lutte Ouvrière qui appelait à voter pour Mitterrand en 1981).

Curieusement, dans sa lettre, la direction de LO, qui considère comme une « provocation » le fait de diffuser de la propagande, omet totalement d'inclure dans la liste de nos crimes de l'année dernière la manifestation de protestation contre ses sinistres provocations antihomosexuelles et antitrotskystes, manifestation que nous avons organisée le dimanche soir dans la Fête même. La



Presles, Fête de «Lutte Ouvrière» 1992 - La LCI et la RIL manifestent contre l'exclusion d'Act-Up et des trotskystes.

Revolutionary Internationalist League britannique a participé - et c'est tout à son honneur - à cette manifestation aux côtés de la LCI (lire notre article « Exclusions antihomosexuelles et antitrotskystes à la Fête de LO », le Bolchévick n° 120, septembre 1992).

Dans ce pays, le consensus bourgeois est anticomuniste et raciste. LO s'est toujours « distinguée » par son indifférence crasse face à toute oppression non directement réductible à la lutte économique immédiate des ouvriers contre leur patron - ce qui signifie une indifférence « aveugle » à l'oppression raciste et l'adaptation aux préjugés des ouvriers arriérés (préjugés antihomosexuels, protectionnisme chauvin, etc.) Mais depuis plusieurs années, elle joue de plus en plus, par sa propagande et par ses actes, un rôle répugnant de relais direct des obscènes en concurrence avec les fascistes

jeune fille « de père intégriste et de mère française convertie » (sic) qui portait le foulard en classe (« LO en campagne raciste », le Bolchévick n° 122, janvier-février). Cette organisation cherche à consolider chez ses cadres un système de valeurs totalement opposées à tout ce que représente le communisme. A bas la lâche censure de LO ! Nous continuerons à lutter pour une direction révolutionnaire !

LO choisit de prendre la LCI comme cible de ses exclusions politiques précisément au moment où la nécessité d'une direction révolutionnaire se pose comme jamais auparavant. Aujourd'hui plus que jamais, le bilan politique de LO et de ses concurrents de la « gauche » stalinienne et pseudo-trotskyste ne résiste pas à un examen critique. Dans le climat de la nouvelle guerre froide des années 1980, quand l'impérialisme - après ses défaites humiliantes face aux luttes de libération coloniale en Algérie ou plus particulière-

En novembre dernier, LO se vantait d'avoir participé activement à l'expulsion raciste d'une jeune fille d'origine maghrébine d'un collège de la banlieue parisienne.

de Le Pen pour avoir l'oreille (et les voix) des « petites gens » racistes, LO se joint aux vociférations sur la « drogue » qui n'est rien d'autre qu'un mot de code raciste pour envoyer dans les banlieues les nerfs en armes de l'Etat français terroriser les jeunes à la peau « basanée ». En novembre dernier, se mettant du côté des autorités et prenant pour cible la population maghrébine, un « correspondant LO » de Villeneuve-la-Garenne s'est vanté, dans les colonnes de Lutte Ouvrière (n° 1273), d'avoir participé activement à l'expulsion de l'école d'une

ment au Vietnam - est repassé à l'offensive contre la patrie de la révolution d'Octobre, la bureaucratie soviétique dirigée par les héritiers de Staline a commencé à s'écrouler de façon manifeste. Et les sociaux-démocrates - combinant leurs efforts à des provocations impérialistes ouvertes, comme la guerre de la CIA en Afghanistan - ont fait le travail pour l'impérialisme en cherchant à miner les Etats ouvriers déformés avec la pression économique du marché mondial capitaliste (par exemple, l'« Ostpolitik » du SPD allemand) et en fomentant (et en finan-

çant) des organisations ouvertement contre-révolutionnaires comme Solidarinoé en Pologne, reprenant le cri de guerre des « syndicats libres » de Reagan et de Wall Street, des banques de Paris et de Francfort et du pape. Et LO - ainsi que d'autres comme la LCR, les lambertistes, le SWP britannique et les groupes Militant - s'est enrôlée avec enthousiasme comme fantassin d'« extrême gauche » de la croisade antisoviétique de la social-démocratie.

L'« extrême gauche » front-populiste, qui présentait la victoire électorale de Mitterrand en 1981 comme une « victoire » pour les travailleurs, s'est jointe à Mitterrand afin de se faire le champion de la « solidarité avec Solidarité », tandis que des créatures de la CIA tels le tristement célèbre Irving Brown et le SPD allemand alimentaient Walesa en dollars et en deutschemarks. A cette époque, LO dénonçait également l'intervention soviétique contre les coupe-jarrets réactionnaires afghans et se retrouvait ainsi derrière la plus importante opération clandestine de l'histoire de la CIA contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

LO a applaudi la réunification capitaliste de l'Allemagne - évidemment puisqu'elle colportait la ligne absurde que l'Allemagne de l'Est et le reste de l'Europe de l'Est étaient « capitalistes d'Etat », LO ne pouvait comprendre que l'approbation donnée par Gorbatchev à la destruction de l'Etat ouvrier déformé allemand par le Quatrième Reich en marche a été le signal que les staliniens banqueroutiers acceptaient la contre-révolution capitaliste partout, y compris à l'intérieur de leurs frontières. Et, en août 1991, quand les forces de la contre-révolution capitaliste se sont lancées à l'assaut du pouvoir - quand « yuppies », trafiquants du marché noir et fascistes se sont rassemblés derrière Boris Eltsine sur les barricades de la « Maison Blanche » de Moscou -, LO a expliqué aux ouvriers que le danger principal n'était pas Eltsine, l'agent direct de l'impérialisme, mais les impotents « has-been » gorbatchéviens du « Comité pour l'état d'urgence ».

Aujourd'hui, même ceux qui s'étaient faits les champions de toutes les forces réactionnaires qui prenaient pour cible l'Union soviétique, de l'ayatollah Khomeiny aux architectes de la paupérisation de masse en Pologne, sont obligés de constater avec effroi les conséquences du « refoulement » par le capitalisme de l'« ordre » de l'après-Deuxième Guerre mondiale - depuis le massacre perpétré impunément par les impérialistes lors de la guerre du Golfe jusqu'à la spirale infernale des « nettoyage ethniques » génocides aujourd'hui en Europe de l'Est. LO a de bonnes raisons de craindre nos critiques révolutionnaires et la dénonciation de son bilan - et elle n'est pas la seule dans ce cas.

Aujourd'hui, une bourgeoisie intoxiquée par l'écroulement du stalinisme et la destruction de l'URSS essaie d'imposer aux travailleurs et à tous les opprimés le mensonge que « le communisme est mort », que toute tentative de renverser ce système d'exploitation et d'oppression est condamnée à l'avance, vaine, criminelle même. Nous disons : Non, le stalinisme est mort, le communisme vit - dans la lutte de classe du prolétariat international ! De l'Afrique du Sud à la Corée du Sud, les travailleurs sont poussés à la lutte contre leurs ennemis mortels. Et dans toute l'Europe, d'après batailles de classe se déroulent - les

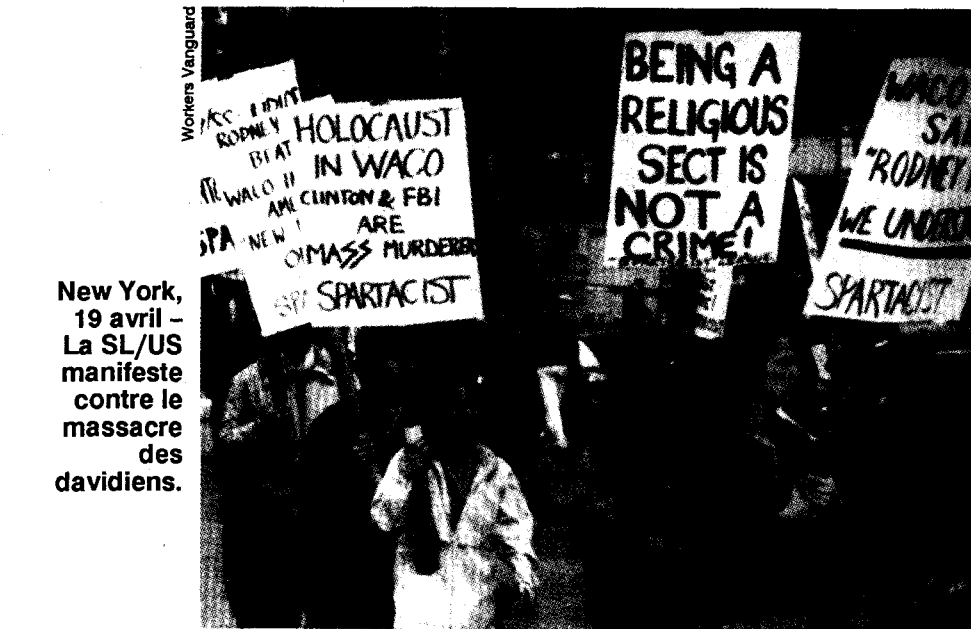
## L'holocauste de Waco

## Clinton, FBI assassins!

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de presse publié par nos camarades de la SL/US immédiatement après le massacre de Waco, le 19 avril dernier.

La Maison Blanche porte la responsabilité directe de la mort des 87 hommes, femmes et enfants dont les corps carbonisés ont été retirés du brasier allumé par les grenades de gaz paralysant, les grenades offensives et les poutres du FBI. Le président Clinton a donné le feu vert, l'Attorney General [ministre de la Justice] Janet Reno a supervisé en personne le plan d'attaque, et les troupes de choc du FBI ont appliqué la « solution finale » du gouvernement contre la petite secte religieuse racialement intégrée des davidiens à Waco, au Texas. Après un raid meurtrier mené par des agents fédéraux du Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms, armés jusqu'aux dents, et un siège de 51 jours, près de cent personnes ont maintenant été les victimes d'un brasier d'apocalypse, pour le seul « crime » d'être une secte religieuse non conformiste qui a osé se défendre contre une attaque du gouvernement.

La Spartacist League/US et le Partisan Defense Committee ont appelé à des manifestations de protestation et de colère d'urgence, aujourd'hui à 17 heures devant le Federal Building de Manhattan, à New York, ainsi que devant des bâtiments fédéraux dans d'autres villes, dans tout le pays, pour dénoncer l'assassinat de masse perpétré par le gouvernement à Waco. Une porte-parole de la Spartacist League a condamné cette abomination et noté que la même sentence de mort avait été appliquée aux davidiens et à la com-



New York, 19 avril - La SL/US manifeste contre le massacre des davidiens.

munauté noire MOVE de Philadelphie, bombardée par la police de Philadelphie le jour de la Fête des mères 1985 (13 mai), usant d'explosifs (plastic C-4) fournis par le FBI. Onze Noirs furent assassinés, dont cinq enfants, et un quartier noir entier dévasté. « Comme le passage à tabac raciste de l'automobiliste noir de Los Angeles Rodney King par les flics, déclarait pour la SL/US Marjorie Stamborg, l'holocauste de Waco est le reflet à l'intérieur des Etats-Unis du "nouvel ordre mondial" américain. C'est la répétition aux Etats-Unis mêmes de l'opération Massacre du désert de l'impérialisme US en Irak. »

A l'extérieur des bâtiments habités par la secte religieuse racialement intégrée des davidiens, une banderole proclamait :

« Rodney King - nous comprenons. » Ce n'est pas par hasard que l'assaut des fédéraux à Waco a eu lieu deux jours après le verdict de « clémence » dont ont bénéficié deux des flics racistes de Los Angeles. Après avoir déployé des troupes pour occuper les centres urbains, de la Côte Ouest à la Côte Est, avec une mobilisation massive de l'Etat policier, les racistes au pouvoir ont poussé un soupir de soulagement collectif quand ils ont vu que les ghettos et les barrios [quartiers hispaniques pauvres] urbains n'ont pas explosé de colère après un autre acquittement raciste. Ils ont saisi ce moment pour détruire par les flammes la communauté de Waco.

Dans la lumière grise de l'aube, le FBI

a fait donner l'artillerie lourde - véhicules de combat du génie M-60, blindés légers Bradley et avions de reconnaissance infrarouge - pour déloger ou exterminer les 70 adultes et les 25 enfants qui se trouvaient encore à l'intérieur des bâtiments en bois. Tout le périmètre avait été préalablement entouré de barbelés. L'eau et l'électricité avaient été coupées. Le but visé était de créer une souricière, sans possibilité d'échapper aux flammes. Naturellement, il n'y avait pas de camion de pompiers pour éteindre l'incendie. Aujourd'hui, le gouvernement veut faire retomber la responsabilité de ce qui s'est passé sur les victimes, mais l'assaut de Waco était un assassinat de masse délibéré, décidé à la Maison Blanche.

Dimanche dernier, le vice-président Al Gore a versé des larmes pour ceux qui ont péri il y a 50 ans dans l'insurrection du ghetto de Varsovie. Mais la destruction systématique de la communauté de Waco par le feu, montrée « en direct » à la télévision, n'évoque pas autre chose que l'anéantissement du ghetto de Varsovie par les nazis. Clinton et Gore ont perpétré leur holocauste contre une autre minorité religieuse, qui de toute évidence n'a « aucun droit d'exister » dans cette société capitaliste raciste. L'administration Clinton a mené son « Opération massacre de la prairie » en mettant le feu à un immense brasier contre ceux qu'elle considérait comme ses « ennemis » de l'intérieur, un petit groupe qui ne faisait de tort à personne.

La porte-parole de la Spartacist League a déclaré : « Les racistes au pouvoir, depuis le Républicain Bush jusqu'au Démocrate Clinton, montrent ce qu'ils réservent à quiconque ose défier l'Etat. Le meurtre de ces innocents, jetés vivants dans un bûcher par ce gouvernement assoiffé de sang, réclame vengeance. Il faudra une révolution socialiste pour que les policiers tortionnaires qui ont passé à tabac Rodney King, les incendiaires du FBI à Waco et les militaires américains qui ont bombardé Bagdad subissent les rigueurs d'une véritable justice. »

classes dirigeantes, qui se livrent à une concurrence interimpérialiste exacerbée maintenant qu'un antisoviétisme commun n'atténue plus leurs rivalités, tentent de serrer la vis de l'exploitation en démantelant les mécanismes de l'« Etat-providence » mis en place après la Deuxième Guerre mondiale comme concessions au prolétariat afin d'écarter un « spectre du communisme » menaçant.

L'Allemagne a été secouée à plusieurs reprises par des grèves depuis la réunification capitaliste; les ouvriers britanniques ont démontré à plusieurs reprises leur détermination à lutter contre la destruction des emplois des mineurs, un secteur historiquement combatif du prolétariat; en Italie, de jeunes ouvriers combattifs ont manifesté en masse pour exiger des actions en défense de leur niveau de vie et ont bombardé les bureaucrates syndicaux traîtres avec des légumes pourris et des pièces de monnaie. Dans une dizaine de pays, la jeunesse a manifesté contre la terreur raciste, s'opposant dans l'action au front de tous les partis bourgeois (et aussi des sociaux-démocrates) qui font des travailleurs immigrés et des demandeurs d'asile les boucs émissaires du chômage; et elle a porté des coups directs aux terroristes fascistes. Mais où est la direction dont ces luttes ont besoin et qu'elles méritent? En France, la « gauche » voit dans la cuisante défaite électorale de Mitterrand sa propre défaite et reste prostrée et démolie face aux fascistes qui s'enhardissent de jour en jour et vont jusqu'à s'approprier le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale du prolétariat, pour leurs provocations racistes. Fondamentalement, l'« extrême gauche » européenne, qui s'est mise à la remorque de la social-démocratie, se marginalise avec elle: la bourgeoisie, qui a utilisé pendant les trois quarts du siècle les services

anticommunistes de la social-démocratie, n'a plus guère de raison de chercher à acheter les ouvriers et encore moins de partager le pouvoir gouvernemental avec leurs dirigeants réformistes. Et nonobstant leurs prétentions « trotskystes », des groupes comme LO commencent de plus en plus à ressembler aux sociaux-démocrates classiques du 4 août 1914 quand ils font écho aux campagnes protectionnistes de la bourgeoisie en demandant de « sauver nos emplois » aux dépens des prolétaires d'autres pays.

La Ligue communiste internationale lutte pour une direction révolutionnaire digne de ce nom - pour un parti mondial de la révolution socialiste, la Quatrième Internationale fondée par Trotsky. Face à la prostration des stalinien, nous combattons en faveur de la conception de Trotsky, partagée par tous les fondateurs du Parti bolchévique, qu'un Etat ouvrier isolé ne pourrait survivre indéfiniment sous la pression de l'impérialisme mondial. Soit la classe ouvrière soviétique devrait renverser la bureaucratie stalinienne conservatrice, expliquait Trotsky, soit la bureaucratie dévorerait l'Etat ouvrier, conduisant à la restauration du capitalisme par une voie historique ou une autre. Quand le Mur de Berlin a été ouvert, nous sommes intervenus intensivement en RDA avec toutes les forces que nous pouvions réunir - une intervention dont le point culminant a été la mobilisation antifasciste de masse de Treptower Park, à Berlin-Est, en solidarité avec l'Armée rouge qui avait écrasé l'hitlérisme. Nous avons été à l'initiative de cette mobilisation et avons pris la parole, depuis la tribune, en appelant à organiser des conseils d'ouvriers et de soldats pour s'opposer à l'Anschluss (annexion) en luttant pour la révolution politique. Nous étions le seul parti en RDA à s'être pré-

senté aux élections avec une plate-forme opposée sans ambiguïté à la réunification capitaliste, alors que les stalinien ergotaient simplement sur les conditions de cette réunification.

Sur l'Afghanistan, la LCI a proclamé: « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis sociaux d'Octobre aux peuples afghans! » En août 1991, nous avons appelé les ouvriers de Moscou à écraser les forces de la contre-révolution d'Eltsine-Bush - une mobilisation qui aurait été le point de départ d'une révolution politique prolétarienne pour préserver et régénérer les acquis d'Octobre. Nous appelons les révolutionnaires sud-africains à refuser le front populaire du « partage du pouvoir » conduisant à un néo-apartheid et nous mettons en avant la perspective trotskyste de la révolution permanente: la prise du pouvoir sous la direction du prolétariat.

En France, cette année, quand des jeunes de la deuxième génération ont été la cible d'une répression meurtrière dans les rues du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, nous avons mené campagne pour que la classe ouvrière prenne activement la défense de ce secteur crucial des travailleurs. Et nous avons réussi à engager des discussions dans certains des centres prolétariens les plus combattifs sur la possibilité de mobilisation ouvrière/immigrée combattive convergeant vers le XVIII<sup>e</sup> arrondissement pour imposer l'ordre prolétarien antiraciste contre la violence des flics racistes. Cette perspective fondamentale - lier la puissance organisée du prolétariat aux besoins et aux revendications des masses qui subissent une oppression spécifique - a été mise en pratique par la LCI, depuis la mobilisation ouvrière/noire de 5 000 antifascistes qui, en 1982, ont empêché le Ku Klux Klan de parader à Washington

jusqu'au sit-in, au début de cette semaine, à Sidney, en Australie, pour obliger un hôtel à servir de jeunes aborigènes à qui l'entrée avait été interdite auparavant à plusieurs reprises.

L'année dernière comme en 1991, l'écrasante majorité des organisations « de gauche » présentes à la Fête, qui toutes affirment la main sur le cœur leur détermination à défendre les opprimés, n'ont pas jugé bon de protester ni contre le gangstérisme de LO à l'encontre des jeunes de la « deuxième génération », ni contre l'exclusion homophobe d'Act-Up. Quelle est donc aujourd'hui leur position quand LO essaie de cracher sur la démocratie ouvrière afin de nous « punir » parce que nous avons refusé de nous taire sur les provocations ouvertement racistes et anticommunistes de LO? Nous ne resterons jamais silencieux face à des vilénies racistes, pas plus que nous n'acceptons de « règles normales qui permettent la cohabitation » prétendument convenues d'un commun accord, et qui signifient que les débats dans la gauche seraient menés dans un esprit de « coexistence pacifique » et d'amnistie réciproque qui arrange ceux qui ont tout à cacher face à une confrontation politique au grand jour.

Nous n'avons pas pour habitude de courber l'échine devant les tentatives de censure anticommuniste, qu'elles viennent de l'Etat capitaliste ou de hobereaux d'« extrême gauche » qui prétendent s'arroger tous droits de haute et basse justice sur les pelouses de leur château. La direction de LO s'apercevra à ses dépens que ce n'est pas un gendarme de village qui fera taire la voix du marxisme révolutionnaire.

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), le 28 mai 1993

## Europe...

Suite de la page 1

les conditions de vie des ouvriers dans un pays habitué à une inflation galopante. En France, le nouveau pouvoir de droite développe une version gauloise du thatcherisme - dénationalisations et coupes sombres dans la Sécurité sociale - tout en intensifiant la terreur d'Etat contre les communautés maghrébines et africaines.

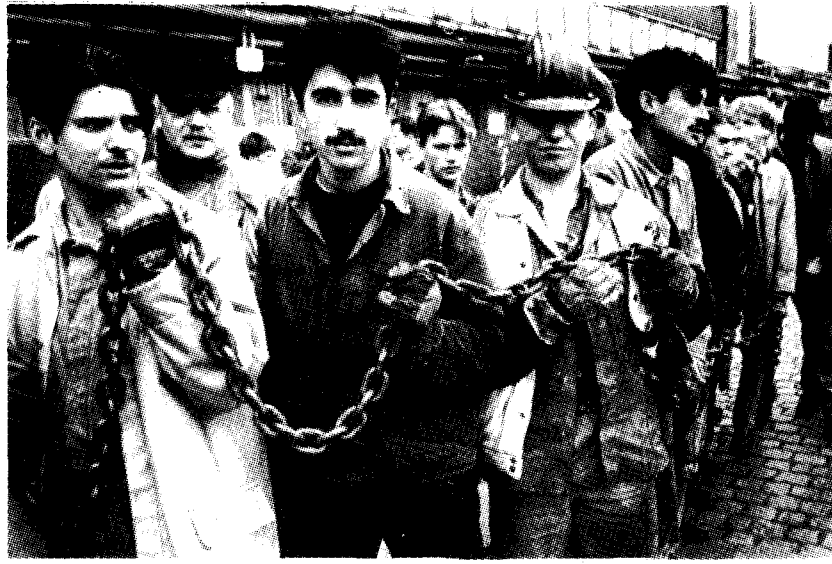
En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de John Major veut fermer les 60 % de mines de charbon nationalisées encore en activité, achevant ainsi la destruction du noyau historique et du secteur le plus combatif du mouvement ouvrier. Les chemins de fer britanniques sont également dans le collimateur des privatisations et des licenciements. La classe dirigeante allemande, avec les sociaux-démocrates à sa remorque, exige des « sacrifices » de la part des masses ouvrières pour payer les frais de son annexion de la République démocratique allemande (RDA-Allemagne de l'Est).

Les bureaucrates syndicaux et les politiciens réformistes acceptent la logique destructrice du système capitaliste et se contentent de plaider pour qu'on limite un peu les dégâts. Oskar Lafontaine, ex-enfant terrible de la social-démocratie allemande et actuellement premier ministre de la Sarre, a déclaré devant une manifestation de sidérurgistes : « Des licenciements supplémentaires sont inévitables, mais on doit les rendre socialement supportables pour ceux qui sont touchés. » Mais la montée du chômage s'est accompagnée du démantèlement du filet de la protection sociale théoriquement conçu pour protéger les victimes de l'anarchie du marché.

Même les bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates au discours le plus à gauche se sont montrés totalement impuissants à défendre les intérêts des ouvriers contre l'offensive capitaliste. Quand, l'automne dernier, Major a annoncé les fermetures de puits, Arthur Scargill, le dirigeant « radical » du National Union of Mineworkers [syndicat des mineurs] britannique, a dévié l'explosion de colère ouvrière dans des manifestations de protestation qui ne menaçaient en aucune manière le gouvernement conservateur. De plus, cette ex-bête noire de l'establishment britannique s'est acquiné avec des élus locaux conservateurs, des politiciens libéraux, des dirigeants de l'Eglise anglicane et autres engueunages qui, pour leurs propres raisons, s'opposent à la désindustrialisation complète de la Grande-Bretagne.

Pendant des mois, Franz Steinkühler, le social-démocrate de gauche dirigeant l'IG Metall (qui se décerne le titre de syndicat le plus puissant du monde), a proclamé bruyamment sa « solidarité » avec les membres de son syndicat en Allemagne orientale, une région réduite à l'état de friche industrielle par les maîtres du nouveau Quatrième Reich nouvellement formé. Mais aujourd'hui, Steinkühler déclare qu'« il ne peut plus y avoir de convention collective globale » pour tous les métallurgistes d'Allemagne. L'étouffement du mouvement ouvrier en Prusse et en Saxe minera nécessairement aussi les syndicats à l'ouest de l'Elbe. Un membre du conseil d'usine de KWO, une usine de fabrication de câbles à Berlin-Est, expliquait : « Il est tout à fait clair que les employeurs s'en prennent aux syndicats ici pour préparer le terrain à une attaque plus large à l'Ouest » (*Guardian* de Londres, 2 avril).

Il y a un sentiment général dans toute l'Europe de l'Ouest, en particulier parmi les jeunes, comme quoi quelque chose ne va vraiment pas dans l'ordre social et économique. Même le *New York Times* (4 avril), du haut de toute sa superbe idéologique, remarque que « trois ans après l'écroulement du communisme en Europe, des signes de crise dans les systèmes politiques qui avaient assuré le succès de ses



IG Metall

**Les ouvriers immigrés occupent dans l'industrie lourde allemande une position stratégique qui est maintenant menacée par la suppression de dizaines de milliers d'emplois et des fermetures d'usines. A droite, on peut lire sur la pancarte : « Allemands et étrangers, une seule classe, un seul combat. »**

sociétés libres pendant la guerre froide demeurent partout évidents ». Parmi les perdants de l'ordre de l'après-guerre froide, un sentiment de désespoir se répand, amenant par exemple au pogrome anti-immigrés que des centaines de personnes ont applaudi dans le port est-allemand de Rostock en août de l'année dernière.

Les partis fascistes canalisent les inquiétudes économiques et le ressentiment vers des attaques contre les « étrangers » à la peau foncée et les minorités. Le but ultime des fascistes, qui en appellent maintenant aux ouvriers arriérés et à la jeunesse au chômage, est la destruction du mouvement ouvrier organisé. En un mot, à la contre-révolution capitaliste contre les Etats ouvriers à régime bureaucratique d'Europe de l'Est succède une offensive capitaliste contre les mouvements ouvriers de direction bureaucratique d'Europe de l'Ouest. Et les bureaucrates n'ont pas la moindre idée de comment réagir.

### La guerre froide et « l'Etat providence »

L'ensemble des programmes sociaux connus sous le terme de « Etat providence » - soins médicaux gratuits ou bon marché, retraites financées par le gouver-

nement, assurances chômage - n'ont pas été arrachés par des luttes syndicales ou des pressions politiques social-démocrates. Ils étaient une réponse des bourgeoisies d'Europe occidentale, qui craignaient une révolution sociale dans l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale. Cette peur était accentuée par l'existence même de l'Union soviétique qui venait d'acquiescer un nouveau prestige avec la victoire remportée par l'Armée rouge sur l'Allemagne de Hitler, alors même que d'importants secteurs des bourgeoisies européennes portaient l'opprobre de leur collaboration avec les forces d'occupation nazies. Particulièrement en Europe latine,

les partis communistes nationaux avaient aussi grandement renforcé leur autorité dans la classe ouvrière.

Pour faire tenir tranquilles les masses travailleuses, avec le précieux concours des sociaux-démocrates et des stalinien (qui ont participé avec des partis capitalistes aux gouvernements de « front populaire » de l'après-guerre en France et en Italie), la bourgeoisie devait offrir beaucoup plus que les conditions d'avant-guerre, marquées par la grande dépression et la montée du fascisme. Au même moment, l'impérialisme américain poussait en avant et finançait les bureaucrates sociaux-démocrates dans les syndicats et les partis réformistes anticommunistes, dans le but de consolider l'alliance de l'OTAN contre le bloc soviétique.

Pendant les années 1960 et au début des années 1970, l'Europe de l'Ouest a connu une nouvelle période d'instabilité qui découlait d'une série de longues guerres coloniales perdues - Algérie, Vietnam, Angola et Mozambique. Une nouvelle génération d'ouvriers combattifs et d'intellectuels de gauche, hostiles aux partis sociaux-démocrates et stalinien pro-Moscou traditionnels, arrivait sur le devant de la scène. En Europe latine, cette période de radicalisation atteignit son apogée avec les crises pré-révolution-



Reuters

de la social-démocratie autour de François Mitterrand. Dans la péninsule ibérique, les dictatures de droite de Franco et de Salazar furent remplacées par des gouvernements sociaux-démocrates.

La consolidation du flanc sud de l'OTAN jeta les bases, au début des années 1980, de la deuxième guerre froide qui vit la social-démocratie marcher la main dans la main avec Reagan, Thatcher et Kohl. Le meilleur exemple fut la sainte alliance en soutien à Solidarność, en Pologne, qui s'étendait de ses parrains du Vatican et de la Maison Blanche aux « socialistes » de guerre froide et à la majorité de l'« extrême gauche ». Les sociaux-démocrates de l'OTAN comme Mitterrand chantaient les louanges de l'« Etat providence » dans le cadre de la campagne de propagande impérialiste pour subvertir le bloc soviétique. On disait aux ouvriers d'Europe de l'Est - et beaucoup le croyaient - que la restauration du capitalisme leur permettrait de vivre comme les ouvriers d'Allemagne de l'Ouest et de Scandinavie, les régions les plus riches du monde impérialiste. En réalité, la contre-révolution a rabaisé l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique au niveau des néo-colonies du tiers monde.

Et en Europe de l'Ouest, l'Etat providence social-démocrate subit maintenant les attaques d'une bourgeoisie pour qui il a perdu son utilité historique. Ces attaques ont été intensifiées et accélérées par les répercussions économiques de la réunification allemande. Particulièrement après la défaite de la révolution portugaise, défaite dans laquelle a été clé la Fondation Friedrich Ebert (du nom d'un dirigeant du SPD allemand célèbre pour avoir déclaré qu'il haïssait la révolution comme la peste), l'Allemagne de l'Ouest a joué le rôle de parrain de la social-démocratie en Europe latine. Felipe González en Espagne et Mário Soares au Portugal sont des créatures du SPD. Dans toute la Communauté européenne, Bonn a aidé à financer des programmes sociaux et des subventions à l'industrie dans les pays méditerranéens plus pauvres.

Mais l'annexion de la RDA par l'impérialisme allemand a changé tout cela. Avec le démantèlement revanchard de la base industrielle de la RDA, des millions d'Est-Allemands sans emploi se sont ajoutés à la liste des « bénéficiaires » des allocations chômage. L'année dernière, Bonn a transféré 700 milliards de francs aux Länder [régions] d'Allemagne orientale, principalement pour payer les allocations chômage, les pensions à ceux qui ont été mis à la retraite forcée ainsi que des projets spéciaux tels que payer des gens pour démolir les usines fermées. La « reconstruction » de l'ex-RDA a été financée par un déficit budgétaire massif, en aspirant le capital-argent du reste de l'Europe de l'Ouest grâce aux taux d'intérêt élevés maintenus par la Bundesbank.



Financial Times

**A l'usine Timex de Dundee, en Ecosse, les grévistes font face aux jaunes.**

naires de mai-juin 1968 en France, de l'« automne chaud » italien l'année suivante et, plus tard, de la révolution portugaise de 1974-75.

Afin de restabiliser l'ordre bourgeois dans la zone méridionale de l'OTAN, des concessions plus importantes furent faites à la classe ouvrière, tandis que la social-démocratie était délibérément renforcée dans cette région. La *scala mobile* était le principal acquis que les ouvriers italiens ont retiré de l'« automne chaud » de 1969, qui avait vu un début de double pouvoir dans les usines de Lombardie et de Toscane. La grande peur de la bourgeoisie française en Mai 68 conduisit à la recons-

Le riche parrain de la Communauté européenne est devenu son Harpagon. Le traité de Maastricht de 1991, qui proclamait une ère nouvelle d'« unité européenne », est aujourd'hui lettre morte. Le rêve chimérique de Mitterrand et du président de la commission européenne Jacques Delors, comme quoi la Bundesbank partagerait sa richesse financière avec la France, s'est écroulé à l'automne dernier en même temps que le système monétaire européen. De même, le projet du social-démocrate espagnol Felipe González d'un « fond de cohésion » au bénéfice des pays plus pauvres de la Communauté a été torpillé par les maîtres du Quatrième Reich nouvellement formé.

Le capital allemand est devenu une force d'austérité et de repli industriel dans toute l'Europe de l'Ouest. Par exemple, Krupp et d'autres géants de la sidérurgie allemande sont en train d'exiger l'arrêt des subventions gouvernementales aux industries sidérurgiques nationalisées en Italie et en Espagne. Cette campagne protectionniste bénéficie du soutien sans réserve des dirigeants syndicaux sociaux-démocrates; Steinkühler, le dirigeant d'IG Metall, appelle de ses vœux un « concept sidérurgique allemand ».

**Ecroulement du stalinisme, crise de la social-démocratie**

Nulle part le lien entre l'écroulement du stalinisme, qui a mené à la contre-révolution en Europe de l'Est, et la banqueroute de la social-démocratie en Europe occidentale n'est plus clair qu'en France. Pendant la dernière décennie, François Mitterrand a été la personnification du social-démocrate antisoviétique. En fait, il était plus belliqueusement hostile à Moscou que ses prédécesseurs bourgeois (gaullistes et giscardien) à l'Elysée. Néanmoins, au lendemain de la destruction de l'Union soviétique, le Parti socialiste de Mitterrand a subi une défaite politique si cuisante que sa survie en tant que parti est remise en cause.

A ses débuts, le régime Mitterrand a tenté une politique économique d'expansion - le « keynésianisme dans un seul pays » - pendant la récession mondiale de 1982-83. Les nationalisations d'un certain nombre de banques et de plusieurs grandes sociétés auxquelles il a procédé étaient destinées dans une large mesure à empêcher ces entreprises de faire faillite. Après la fuite prévisible des capitaux et deux dévaluations, les sociaux-démocrates de Paris accomplirent un virage à 180 degrés dans leur politique économique et embrassèrent la « rigueur » (austérité) monétariste, au nom du franc fort. En conséquence de quoi, dans la France « socialiste », le taux de chômage s'est maintenu autour de 10 % pendant une demi-décennie, avant que la récession actuelle vienne aggraver les choses. Le magazine américain *Business Week* (5 avril) observait que « les entreprises allemandes comme Volkswagen et Thyssen n'en sont qu'au début des grands licenciements et des fermetures d'usines qui ont eu lieu chez Renault et Usinor Sacilor dans les années 1980 ».

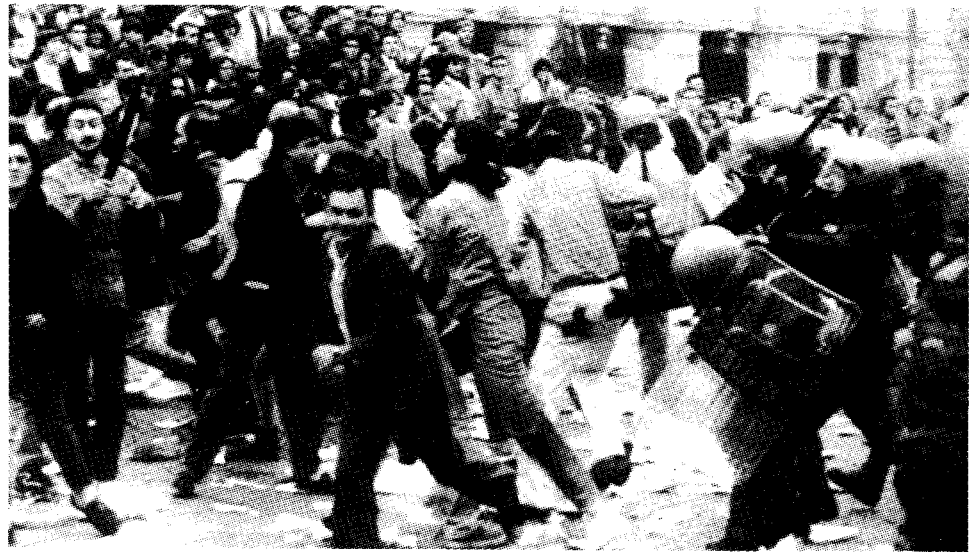
Le chômage a dominé les élections parlementaires françaises du 22 mars, au cours desquelles un sondage a révélé que 70 % des électeurs considéraient cette question comme la priorité numéro un. Les sociaux-monétaristes mitterrandiens ont été rendus responsables du triste état de l'économie, et la droite bourgeoise a remporté sa plus grande victoire électorale depuis un quart de siècle. Les socialistes sont tombés à 19 % des voix au premier tour, pas beaucoup plus que les 12,5 % du Front national fasciste de Jean-Marie Le Pen.

Le nouveau gouvernement de droite - un bloc pas si stable que ça entre gaullistes et giscardiens - a repris à son compte le programme de racisme anti-immigrés du Front national contre les communautés maghrébines et africaines. Le nouveau



Corriere della Sera

En Italie, les Cobas (comités de base), ci-dessus, se sont retrouvés sur le devant de la scène. Les ouvriers combattifs protestent contre la complicité du gouvernement et des dirigeants syndicaux pour détruire les acquis syndicaux.



La Repubblica

premier ministre gaulliste Edouard Balladur a annoncé des plans pour privatiser un certain nombre d'entreprises nationalisées, ce qui signifie, en particulier en période de récession, des licenciements, des baisses de salaires et de prestations sociales et des coupes sombres dans le remboursement des soins médicaux et des médicaments.

L'ampleur de la débâcle du Parti socialiste le 22 mars menace de faire éclater cette machine électoraliste déchirée par les luttes fractionnelles. L'héritier présomptif de Mitterrand, Michel Rocard, appelle à un « big bang » - la dissolution des sociaux-démocrates dans une formation politique plus large, qui ressemblerait vaguement au Parti démocrate américain, ouverte aux écologistes, aux libéraux et à tous ceux qui se considèrent à la gauche du centre.

Le PCF, autrefois hégémonique dans la classe ouvrière française, a été réduit à son noyau dur des banlieues « rouges », avec un pourcentage de voix inférieur à celui du Front national. Du fait que les sociaux-démocrates sont démoralisés et en plein désarroi, le PCF a regagné un petit peu de terrain dans la période récente. Néanmoins, il ne redeviendra jamais le parti réformiste du prolétariat qu'il fut jadis.

Avec l'affaiblissement spectaculaire à la fois des sociaux-démocrates et des devant stalinien, la résistance ouvrière aux attaques du nouveau pouvoir de droite pourrait très bien prendre la forme de luttes spontanées et combattives dirigées par des militants sans expérience et sans perspective politique claire. Et vu l'identification habituelle du marxisme-léninisme au stalinisme, on pourrait assister en France à une résurgence de courants syndicalistes antiparlementaires, comme ceux qui ont dominé le mouvement ouvrier français dans les décennies précédant la Première Guerre mondiale.

En Italie, les conditions sont encore plus propices à la résurgence de tendances et d'attitudes syndicalistes au sein de la classe ouvrière. Comme en France, les groupes anarchistes et syndicalistes étaient forts dans le mouvement ouvrier italien d'avant 1914. Et de tels courants ont refait surface pendant la radicalisation des années 1960 et du début des années 70. Aujourd'hui, une fois de plus, la classe ouvrière italienne a démontré

beaucoup de combativité en défiant les partis et les dirigeants syndicaux réformistes. L'automne dernier, lorsque le premier ministre socialiste de droite, Giuliano Amato, annonça un nouveau programme d'austérité de « sang et de larmes », des centaines de milliers d'ouvriers, rejoints par les retraités et les étudiants, descendirent dans les rues, affrontèrent la police et bombardèrent de pièces de monnaie les dirigeants syndicaux vendus.

Ces tumultueuses batailles de classe se déroulent au moment où tout l'ordre politique de l'après-guerre en Italie s'écroule purement et simplement. Depuis l'entrée à Rome de l'armée américaine en 1944, la lourde main de l'impérialisme américain a dirigé la scène politique dans la péninsule. Washington était déterminé à maintenir le puissant Parti communiste hors du gouvernement, même quand, à partir du milieu des années 1970, l'ignoble réformisme PCI ne demandait plus qu'à être un partenaire subordonné des démocrates-chrétiens (le « compromis historique »). En Italie, la guerre froide a significativement une coalition perpétuelle composée des cliques vénales et factieuses des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates.

Avec la désintégration du bloc soviétique et la scission qui s'est ensuivie au sein du PCI, la colle anticommuniste qui maintenait ensemble les cliques dirigeantes de l'Italie s'est dissoute. Rome a connu une orgie de scandales de corruption de politiciens - un tiers des députés est l'objet d'une enquête pour pots de vin et dessous de table. La bourgeoisie italienne veut se débarrasser de la machine du Parti démocrate-chrétien, parasitaire et déchirée par les factions, ainsi que de la bureaucratie hypertrophiée des industries nationalisées, pour les remplacer par un appareil gouvernemental réduit et un « Etat fort », de préférence une forme de bonapartisme présidentiel. Mais pour l'instant, c'est le règne du chaos.

Le mouvement ouvrier italien se trouve lui aussi en état d'ébullition. Au lendemain de la réunification capitaliste de l'Allemagne, le Parti communiste, le plus grand d'Europe occidentale pendant des décennies, a scissionné. Rifondazione Comunista, une organisation plus petite et qui prenait des postures plus à gauche, a capitulé de façon éhontée devant l'austérité d'Amato à l'automne dernier, en accusant de violence les ouvriers descendus dans la rue. La principale fédération syndicale, la CGIL, dirigée par d'anciens apparatchiks eurocommunistes, a été fortement discréditée, et différents groupes de militants ouvriers de base se sont retrouvés sur le devant de la scène, comme les Comitati di Base (comités de base).

Fin février, 200 000 ouvriers ont répondu à l'appel de l'Union des conseils d'usine pour marcher sur Rome en défense de leurs emplois. A leur tête marchaient 300 mineurs des houillères de Sulcis en Sardaigne, où avait eu lieu une occupation spectaculaire. Quand l'ENI, le gigantesque consortium d'Etat qui exploite la mine, avait annoncé des plans pour réduire de moitié la main-d'œuvre, neuf mineurs s'étaient enchaînés dans le puits pendant 46 jours, et toute la communauté alentour s'était mobilisée pour les soutenir. Dans la manifestation de février, des milliers d'ouvriers appelaient à une grève générale. Vu la profonde crise tant politique qu'économique, une grève générale en Italie poserait la question de quelle classe doit diriger le pays. Même une journée de protestation décidée par les chefs syndicaux pour faire baisser la pression pourrait leur échapper.

C'est précisément le caractère décisif de la question du pouvoir politique qui est nié par le programme et les préjugés syndicalistes. A un premier niveau, le syndicalisme joue le rôle de légitimation idéologique de la combativité syndicale ou, dans la terminologie léniniste, de l'économisme combatif. L'économisme combatif ne peut être efficace que lorsque la classe capitaliste est disposée à négocier les termes de l'exploitation.

Suite page 8

**Vient de paraître !**

**Spartacist**  
(édition française)

N° 27 (été 1993)

**Contenu :**

Document de la deuxième conférence de la Ligue communiste internationale : Pour le communisme de Lénine et Trotsky!

James P. Cannon et les premières années du communisme américain

10 francs (64 pages)

Ecrire au Bolchévick : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

# Mandel accepte de débattre avec la LCI

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un échange de lettres entre Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié, et la Ligue communiste internationale (LCI). La lettre de la LCI du 24 février à laquelle se réfère Mandel a été publiée dans le Bolchévik n° 123 (mars-avril).

Bruxelles, 29 avril 1993

Ligue communiste internationale  
New York, N.Y., USA

Camarades,

Ceci est une réponse à votre lettre du 24 février 1993.

1. Vous avez essayé à plusieurs reprises de profiter de nos auditoires - auditoires que nous avions réunis - pour développer longuement vos positions politiques.

Nous vous mettons au défi de nous laisser faire de même devant votre propre auditoire.

Organiser un tel meeting à Berlin, Londres ou Paris n'est pas une réponse à un tel défi. Dans ces villes, vous n'avez pas d'auditoire. Même si vous-mêmes appelez formellement à ce meeting, les personnes présentes seraient presque exclusivement notre auditoire et non le vôtre.

Le seul pays où il est possible que vous ayez un auditoire (au moins jusqu'à ce que les événements prouvent le contraire), ce sont les USA. Par conséquent, la seule réponse positive à notre défi

serait que vous acceptiez d'organiser le meeting à New York. Nous ne voulons vous imposer aucune charge financière; nous proposons donc que le débat se tienne lors de ma prochaine visite à New York.

2. Nous ne sommes pas d'accord pour limiter le thème du débat à la « question russe ». Ce qui préjuge déjà de la question. Nous proposons comme thème « La construction de la IV<sup>ème</sup> Internationale aujourd'hui » ou « La dynamique de la révolution mondiale aujourd'hui ». Ces deux thèmes sont pour nous identiques. La soi-disant « question russe » devrait certainement être traitée dans ce contexte.

3. En ce qui concerne l'aspect technique du meeting, nous proposons :

(a) Trente minutes pour le rapport de chaque partie.

(b) Quinze minutes pour la conclusion de chaque partie.

(c) Quatre-vingt-dix minutes pour les interventions de la salle, ce qui signifie un maximum de vingt personnes parlant quatre minutes chacune.

(d) Que les rapports et les conclusions suivent le schéma A-B, B-A. Je préférerais être A (parler en premier), mais si vous avez de fortes objections, nous pouvons tirer à la courte paille.

(e) Deux coprésidents garantissant que les interventions de la salle seront équitablement réparties entre les deux parties

(et d'autres parties si elles le demandent). (f) Le droit pour chaque parti d'enregistrer les débats et de les reproduire s'il le considère utile, mais sans changements unilatéralement introduits de ce qui a été réellement dit au meeting.

Ce n'est pas une position définitive, et nous sommes tout à fait désireux d'examiner de possibles contre-propositions de votre part. Mais nous devons vous dire que sur les points (1) et (2) nous ne changerons vraisemblablement pas de position.

Salutations révolutionnaires  
Ernest Mandel

New York, le 17 mai 1993

Ernest Mandel  
Bruxelles, Belgique

Cher camarade Mandel,

Nous venons de recevoir ta lettre du 29 avril 1993.

Nous acceptons ta proposition de débattre aux Etats-Unis lors de ta prochaine visite. Il ne fait aucun doute que dans un meeting tenu à New York, Chicago ou dans la Bay Area de San Francisco, tu te trouveras en présence d'un important auditoire de nos partisans. Dans ce contexte, nous te laissons le choix du lieu.

En ce qui concerne le thème, nous voudrions proposer le titre : « La lutte pour la révolution socialiste mondiale aujourd'hui. » Pour notre part, la question

russe sera nécessairement abordée sous un tel titre - ainsi que la nécessité de reforcer une authentique Quatrième Internationale régie par le centralisme démocratique, ce qui soulèvera des questions remontant au moins jusqu'au III<sup>ème</sup> congrès mondial de la Quatrième Internationale.

L'ensemble du cadre technique que tu proposes est acceptable pour nous. Nous préférons que l'ordre des rapports introductifs (et l'ordre conséquemment inverse des conclusions) soit décidé à pile ou face. Nous voudrions ajouter un point : que les quatre-vingt-dix minutes réservées aux interventions de la salle soient divisées en tours de discussion successifs, avec une intervention en faveur du premier orateur suivie par une intervention de quelqu'un n'appartenant à aucune de nos deux tendances, suivie elle-même par une intervention d'un partisan du second orateur.

Nous apprécierions si tu pouvais nous prévenir assez tôt de la prochaine visite que tu projettes aux Etats-Unis, afin de faciliter l'organisation, la préparation et la publicité du débat.

Nous te faxons cette lettre et t'enverrons également l'original par courrier.

Fraternellement,  
Alastair Green  
Pour la Ligue communiste internationale  
(quatrième-internationaliste)

## Europe...

Suite de la page 7

Quand une firme multinationale est déterminée à fermer une usine ou qu'un gouvernement bourgeois est résolu à fermer une mine nationalisée, les grèves, les protestations et même les occupations manquent de puissance économique. A un niveau plus fondamental de la lutte des classes, l'économisme combatif n'offre aucune défense contre un régime bonapartiste décidé à emprisonner, torturer et tuer les dirigeants ouvriers.

### Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

En outre, la combativité syndicale est nécessairement centrée au niveau national et, en tant que telle, a une tendance organique au nationalisme économique. Le programme syndicaliste, qui nie par principe la nécessité d'une planification économique centralisée sur une base internationale, ne peut pas répondre aux réformistes qui prônent le protectionnisme et la guerre commerciale - l'illusion que les intérêts des ouvriers dans un pays peuvent être défendus aux dépens des ouvriers d'autres pays.

Particulièrement en période de récession économique aiguë et d'offensive capitaliste déterminée contre le mouvement ouvrier, la défense des intérêts de la classe ouvrière doit être orientée vers la lutte pour le pouvoir d'Etat. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire expropriera les moyens de production et de distribution et établira une économie internationalement planifiée dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'Allemagne - le cœur industriel du

continent - est la clé de l'avenir de l'Europe. Pendant la guerre froide, nous, trotskystes, avons appelé à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne par la révolution politique antibureaucratique à l'Est et la révolution socialiste à l'Ouest, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. La réunification impérialiste a eu des conséquences dévastatrices pour les masses travailleuses d'Europe, depuis la Sibérie jusqu'à la Sardaigne. Elle a aussi fondamentalement déstabilisé l'ordre bourgeois dans le Quatrième Reich lui-même, un ordre longtemps basé sur la collaboration de classes institutionnalisée entre le capital et la bureaucratie social-démocrate.

Plus de la moitié de la population adulte de l'ex-RDA est actuellement au chômage, avec un taux de chômage beaucoup plus élevé encore pour les femmes. Dans les nouveaux Etats de l'Est, l'hostilité à l'égard du nouvel ordre est omniprésente. Dans le morne paysage urbain de Prusse et de Saxe, on voit griffonné le slogan : « *Verraten und verkauft* » - trahis et vendus.

Les dures conditions de vie à l'Est sont également en train de miner la bureaucratie social-démocrate de l'Ouest. Il y a quelques mois, les associations d'employeurs de la région sont revenus sur un accord conclu en 1991 avec l'IG Metall, et qui prévoyait pour les ouvriers de la sidérurgie et des industries mécaniques une augmentation des salaires de 26 % au 1<sup>er</sup> avril. Déchirer un contrat syndical était une chose sans précédent dans les rapports entre travail et capital méticuleusement orchestrés de la vieille République fédérale d'Allemagne de l'Ouest.

Néanmoins, les chefs sociaux-démocrates se mettent en quatre pour prouver

qu'ils sont d'utiles et loyaux serviteurs du Quatrième Reich. En mars dernier, le SPD et Kohl se sont mis d'accord sur un « pacte de solidarité » supposé fournir une base financière solide aux transferts de revenus vers l'Allemagne de l'Est. Cependant, la classe dirigeante allemande et ses lieutenants du SPD n'ont qu'une étroite marge de manœuvre. Combien de temps la population est-allemande tolérera-t-elle, sans explosion sociale et radicalisation politique, le chômage de masse et une pauvreté dégradante en comparaison avec ses compatriotes de l'Ouest ? Jusqu'où le niveau de vie à l'Ouest peut-il être baissé - par l'austérité gouvernementale et les effets de la pire récession économique depuis la Deuxième Guerre mondiale - sans rencontrer une résistance ouvrière sérieuse ? La grève de la fonction publique que Kohl a provoquée en mars 1992 a donné un avant-goût de la vraie lutte de classe.

En même temps, le nationalisme allemand et les tensions économiques que connaît le Quatrième Reich ont également constitué un terreau fertile pour la montée du fascisme ; les skinheads nazis tuent et terrorisent les immigrés et les demandeurs d'asile à la peau foncée. Aux élections locales de mars dernier dans le Land occidental de Hesse, le Parti Républicain - dirigé par un ancien SS - et les autres partis fascistes ont obtenu autour de 10 % des voix.

Le danger fasciste croissant a provoqué une forte réaction défensive dans la société allemande. Une nouvelle génération de jeunes radicalisés arrive à l'âge adulte en menant des batailles pour défendre les immigrés et les demandeurs d'asile contre les terroristes nazis et aussi contre les attaques du gouvernement. Plus fondamentalement, le prolétariat industriel le plus puissant et le mieux organisé d'Europe - qui comprend des millions de Turcs, de Kurdes, de Slaves du Sud et d'autres non-Allemands - pourrait écraser la racaille nazie aussi facilement qu'on marche sur un œuf. Le facteur décisif qui manque, c'est une direction révolutionnaire. En Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie et dans toute l'Europe, les sections de la Ligue communiste internationale mènent campagne pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes.

Le fascisme est un produit organique du capitalisme décadent, quand de larges secteurs de la petite-bourgeoisie et de la jeunesse au chômage sont poussés au désespoir et à une haine folle à l'égard de l'ordre politique existant. Le mouvement ouvrier, sous une direction communiste, doit démontrer qu'il peut reconstruire la société et assurer une vie décente pour tous. Et cela ne peut pas être réalisé par le réformisme de l'« Etat providence ». Comme nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands l'écrivaient dans un article sur les récentes grèves et manifestations des métallurgistes en Allemagne orientale : « *La destruction de régions industrielles entières et de millions d'emplois n'est pas le résultat d'une "politique gouvernementale erronée"; elle reflète la logique d'airain du capitalisme décadent, avec son système de production pour le profit. Le capitalisme ne peut pas être réformé, pas plus que le parlement ne peut être forcé à assurer des conditions de vie décentes : ce système doit être détruit de fond en comble par la révolution ouvrière.* »

## Elke Pirdszun...

Suite de la page 2

immigrés, qui représentaient une forte proportion des ouvriers à Mannesmann. Il est mort d'un cancer alors qu'Elke n'avait que dix ans, et toute l'équipe a fermé l'usine ce jour-là pour porter avec sa famille le deuil de « notre frère ».

Elke était farouchement indépendante et méprisait l'hypocrisie. Mais elle n'a jamais caché sa compassion pour les exploités et les opprimés, ni sa grande générosité envers ses amis et tous ceux qu'elle aimait, et c'est un réconfort pour ses camarades et amis de savoir que jusqu'au dernier instant de sa lutte pour la vie, elle a reçu un amour sans limite de la part d'Arno, Uschi et Horst, et de ses deux sœurs. Nos pensées les accompagnent. Elke a voué ses talents et son intelligence au combat pour une révolution qui ouvrira la voie de la construction d'une société vraiment humaine, socialiste. Continuons à avancer vers ce but, et construisons un parti léniniste international qui inscrira sur son drapeau la lutte contre toutes les formes d'oppression sociale.

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK**

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international

Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Allemagne...

Suite de la page 1

le meurtre de trois Turcs commis par de jeunes incendiaires nazis à Mölln il y a six mois, l'Etat a annoncé des « mesures répressives » et a interdit plusieurs groupes fascistes. Mais les meurtres continuent.

Toutes les expressions hypocrites de sympathie et de commisération venant du chancelier fédéral CDU Helmut Kohl et du premier ministre SPD du Land de Nordreim-Westfalen Johannes Rau, au lendemain du massacre, ne peuvent cacher que c'est la coalition multipartite raciste de Bonn qui est l'instigatrice de cette terreur mortelle. Les politiciens bourgeois et sociaux-démocrates, tout autant que les fascistes, ont fait des « étrangers » les boucs émissaires du chômage de masse et des autres calamités sociales qui ont transformé l'Allemagne réunifiée, hier « pays du miracle économique » mythique, en chaudron bouillonnant de haine raciste. Déjà en août dernier, le pogrom de Rostock a eu lieu le week-end où le SPD a accepté, dans une réunion à huis-clos, d'« amender » (éliminer) le droit d'asile.

Dimanche, des manifestants turcs criaient : « nazis, nous vous trouverons ! », et un groupe de manifestants a bloqué l'aéroport de Bonn-Cologne, provoquant l'annulation de plusieurs vols. Les deux millions de Turcs en Allemagne, bien qu'empêchés de devenir citoyens allemands, ont de profondes racines dans leur pays d'adoption. La famille turque assassinée vivait à Solingen depuis 24 ans : les enfants y étaient nés. Le père, Durmus Genc, quand il est revenu chez lui pour trouver les membres de sa famille tués dans l'incendie, rentra de l'équipe de nuit d'une usine proche. Les centaines de milliers d'ouvriers turcs comme lui occupent des positions stratégiques au cœur de l'industrie lourde et peuvent faire s'arrêter les mines de charbon et les usines métallurgiques de toute la Ruhr.

Témoins du spectacle d'apocalypse à Solingen, des ouvriers turcs déclaraient : « S'ils ne nous défendent pas, nous le ferons nous-mêmes. Nous défendrons nos enfants contre les assassins. » Craignant une telle réaction, parfaitement justifiée, la télévision allemande a passé à plusieurs reprises un message du premier ministre turc Inonu qui appelait au calme. Les médias multiplient maintenant les mises en garde « contre la violence », et en particulier une déclaration conjointe de Rau et de Kohl qui « mettaient en garde contre la justice des milices et menaçaient d'expulser les Turcs fauteurs de troubles ». Comme à Rostock, la police, loin de « protéger » les victimes turques, sera utilisée pour poursuivre ceux qui voudraient arrêter les bandes de terroristes fascistes.

Nous disons que les Turcs et les autres immigrés ne doivent pas se battre seuls. Le SpAD est intervenu dans les manifestations auxquelles ont participé des dizaines de milliers de personnes à Solingen et à Berlin, en appelant à mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière organisée, y compris sa composante stratégique d'ouvriers immigrés, pour balayer des rues la vermine nazie et démanteler les repaires des assassins. Des escouades ouvrières organisées, composées de syndicalistes combattifs, de jeunes antifascistes et d'autres, doivent dès maintenant défendre les centres et les foyers immigrés et entreprendre des actions bien ciblées contre les nervis nazis. Ceci doit être combiné avec une action ouvrière pour arrêter les expulsions.

Un appel puissant à une mobilisation ouvrière aurait un effet formidable. Au cours des dernières semaines, le gouvernement Kohl et l'« opposition » social-démocrate ont déclaré la guerre pratiquement à toute la population ouvrière. Outre qu'ils ont mis en pièces le droit d'asile, ils ont entrepris toute une série de

# Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser la terreur du Quatrième Reich!

Le tract ci-dessous a été publié le 29 mai par nos camarades du Spartakist Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) pour une manifestation d'urgence à Berlin, le jour où les nazis ont assassiné cinq femmes et enfants turcs en incendiant une maison à Solingen, dans la Ruhr.

Immédiatement après que les chrétiens-démocrates, les démocrates libéraux et les sociaux-démocrates eurent mis en pièces le droit d'asile, les fascistes entrent en action pour célébrer cette décision et la traduire en actes abominables. Une fois de plus, comme lors du pogrom de Rostock et des incendies criminels à Mölln l'an dernier, les « piliers de la communauté » de Bonn ont inspiré les incendiaires nazis. L'année dernière, il y avait eu une vague d'indignation parmi la jeunesse et les syndicalistes. La colère et le chagrin (le slogan des Autonomes) sont naturels, mais ils ne vont pas arrêter les nazis - et ce ne sont certainement pas les « chaînes lumineuses » qui vont le

## Faisons sortir les nazis de leurs trous à rats!

faire. Après Mölln, il y a eu des discussions dans les usines sur l'autodéfense. Aujourd'hui, nous devons mobiliser la puissance qui peut arrêter les bandes terroristes, avant tout la classe ouvrière organisée, avec sa puissante composante immigrée.

Comme le chômage de masse qui fait prospérer ces bandes meurtrières, la terreur nazie est le produit de la réunification capitaliste, dont le SPD a été le fer de lance. La contre-révolution dans toute l'Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique a déchaîné la terreur raciste et les attaques contre les ouvriers et les minorités, contre les femmes et le droit à l'avortement. En Italie, les fascistes ont recommencé leur « stratégie de la ten-

sion ». Mais partout en Europe, les ouvriers résistent. La grève de la fonction publique en mai de l'année dernière et la grève récente des métallos et des sidérurgistes est-allemands ont montré que les ouvriers peuvent se battre, et qu'ils se battront. Il est nécessaire que la classe ouvrière prenne le pouvoir pour mettre une bonne fois pour toutes un terme à la terreur nazie.

Comme nous l'avons fait le 30 janvier dernier, lors du 60<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler, en appelant les syndicats et la jeunesse antifasciste à organiser la défense, couronnée de succès d'un foyer d'immigrés à Berlin, il est maintenant nécessaire de tirer les fascistes de leurs trous à rats d'une manière organisée et puissante, et de mobiliser les ouvriers contre la décision de Bonn sur le droit d'asile. Les explosions d'impuissance et de désespoir ne mènent à rien. L'heure a sonné d'organiser une action ouvrière bien dirigée contre les bandes fascistes meurtrières.



A l'emplacement d'un camp de concentration près de Hambourg, le 16 mai dernier, nos camarades du SpAD ont participé à un rassemblement de front unique avec des organisations tsiganes contre les expulsions de Tsiganes réfugiés d'Europe de l'Est.

coups sombres de l'assurance chômage aux programmes sociaux sous couvert d'un « pacte de solidarité » entre le gouvernement et les sociaux-démocrates. La coalition CDU-FDP prévoit de supprimer le système de remboursement des journées de maladie qui a été gagné par le syndicat IG Metall en 1957, au cours d'une grève dure de six semaines. L'IG Metall a menacé de faire grève sur cette question.

Entre-temps, le lendemain de la décision raciste sur le droit d'asile prise au Bundestag, la Cour constitutionnelle fédérale a supprimé le droit à l'avortement que les femmes d'Allemagne de l'Est avaient encore au terme de l'ancienne législation de la RDA. Les Allemandes de l'Ouest sont elles aussi frappées par cette décision, car la « décision de compromis » sur l'avortement élaborée par les partis du Bundestag l'année dernière a été sérieusement révisée à la baisse. Bien que l'avortement au cours des trois premiers mois de grossesse désormais ne soit pas « passible de sanctions », il est à présent officiellement illégal. En plus des « consultations » (lavages de cerveau) obligatoires et contrôlés par l'Etat « pour la protection de la vie prénatale », la sécurité sociale ne remboursera plus l'opération. Ainsi, les femmes qui pourront se le payer pourront mettre un terme à une grossesse non désirée, mais pas celles qui ne travaillent

pas ou qui sont au chômage (60 % des femmes à l'Est). Les spartakistes se battent pour l'avortement libre et gratuit.

Dans toute l'Europe de l'Est, de la RDA à Varsovie et à Moscou, les femmes et les immigrés ont été les premières victimes de la contre-révolution, qui a apporté une paupérisation de masse, des pogroms racistes et la terreur nazie. Mais dans toute l'Europe, les attaques capitalistes ont aussi provoqué une résistance ouvrière. Ce n'est pas un hasard si l'offensive à grande échelle de Bonn contre les travailleurs a été lancée immédiatement après la fin de la puissante grève d'environ 40 000 ouvriers est-allemands de la métallurgie et de la sidérurgie. Avec un chômage dépassant les 50 % à l'Est, les patrons ont vu l'opportunité de déchirer les conventions collectives qui prévoyaient une augmentation des salaires à l'Est à concurrence de 80 % du niveau ouest-allemand à compter du 1<sup>er</sup> avril. Mais depuis février dernier, des centaines de milliers d'ouvriers, à l'Est comme à l'Ouest, ont répondu à cette provocation et aux licenciements de masse prévus dans la sidérurgie par des manifestations de protestation et des grèves d'avertissement.

Alors que la grève de deux semaines devait être étendue à tous les Länder [régions] de l'ex-RDA, et après que des grèves sauvages chez Mercedes-Benz à

Stuttgart eurent mis à l'ordre du jour la possibilité d'étendre la grève au cœur économique de l'industrie ouest-allemande, la direction social-démocrate de l'IG Metall sous la direction de Franz Steinkühler, a soudainement appelé à reprendre le travail. Cet accord de « compromis » a déclenché une révolte des métallurgistes à Berlin-Est et dans le Brandebourg, et c'est seulement deux semaines plus tard que les dirigeants syndicaux et les patrons devaient réussir à faire passer un accord légèrement « édulcoré » - malgré l'opposition de la majorité des syndiqués (seulement 46 % ont voté pour). Selon la législation allemande, une majorité de 75 % est nécessaire pour appeler à une grève, mais il faut seulement 25 % de « oui » pour appeler à reprendre le travail!

De nombreux ouvriers combattifs, déjà furieux du passage de la grève, sont à présent éccœurés de voir Steinkühler, qui dispose d'un confortable siège au conseil d'administration de Daimler-Benz, Volkswagen et Thyssen, utiliser les informations privilégiées dont il disposait (plus un million de deutschemarks) pour célébrer le bradage de la grève en réussissant un « coup » en bourse. Le dirigeant de l'IG Metall a depuis démissionné, mais le cas de ce dirigeant syndical de premier plan est symptomatique de l'ensemble du « modèle allemand » social-démocrate de collaboration de classes. Aujourd'hui, le « modèle allemand » de « participation » appartient au passé, à l'heure où les capitalistes allemands passent à l'offensive dans le monde de l'après-guerre froide. N'étant plus contraints d'offrir les séductions d'un Etat providence pour faire concurrence aux régimes stalinien de l'Est, ils ont licencié un demi-million d'ouvriers depuis le début de 1992, et ils s'apprêtent à faire des coupes sombres dans les programmes sociaux.

Les images atroces de Solingen qui ont choqué le monde entier font partie de l'offensive réactionnaire tous azimuts menée par le Quatrième Reich. Mais la terreur fasciste, les attaques contre les femmes, le chômage de masse, les réductions des salaires et des avantages sociaux, ainsi que la campagne pour déployer la Bundeswehr de l'Afrique à la Yougoslavie, peuvent être vaincus par une mobilisation concertée de la puissance de la classe ouvrière contre les capitalistes et leurs lieutenants ouvriers réformistes. C'est à la construction d'une direction de lutte de classe, internationaliste, d'un parti léniniste-trotskyiste qui mènera la lutte pour la révolution socialiste, que le SpAD consacre ses forces. ■

## Guerre raciste...

Suite de la page 12

battus pour que, dans le congrès de la CGT de Renault-Cléon, notre perspective devienne réalité. Plusieurs fois, des ouvriers et jeunes, après avoir lu notre tract d'appel, demandaient : « C'est quand ? » Ils comprenaient bien qu'il s'agissait d'un appel à l'action, même si le surtitre du tract (« Ouvriers/immigrés : organisons une grève générale de 24 heures contre la guerre raciste du gouvernement Mitterrand-Balladur ! ») aurait pu être mal interprété comme un appel à une de ces impuissantes journées d'« action », frauduleusement baptisées « grèves générales », qu'« organisent » rituellement les bureaucrates pour dévoyer la combativité ouvrière.

En effet, alors comme aujourd'hui, la volonté de riposter à la terreur d'Etat raciste était bien réelle. Mais les directions réformistes du mouvement ouvrier et l'« extrême gauche » domestiquée ont jeté tout leur poids pour éviter une véritable riposte. Prêchant la confiance dans la « justice » bourgeoise raciste (qui s'empresse de condamner non les flics mais les jeunes manifestants torturés dans les commissariats), elles ont canalisé la rage des jeunes et des travailleurs dans un Premier Mai soi-disant « antiraciste », puis dans une série d'opérations, tout aussi impuissantes, de pression parlementaire - dont l'objectif réel est de préparer, au service de leur propre impérialisme raciste, la relève à Mitterrand en construisant une nouvelle « alternative de gauche » : un nouveau piège de collaboration de classes.

En vérité, elles constituent l'aile gauche du consensus raciste. Le bouffon Jack Lang, hier encore grand organisateur de carnivals « antiracistes » à la gloire de Mitterrand, se proclame d'accord avec Pasqua pour « poursuivre le combat que nous avons mené contre l'immigration clandestine » (*Libération*, 3 juin). La direction du PCF, elle, vitupère contre « l'immigration sauvage », expliquant qu'elle ne peut que « venir grossir les ghettos urbains de l'emploi, de l'école, du logement, de l'insécurité, de la drogue » (*l'Humanité*, 3 juin).

Quand cette « gauche » soi-disant « antiraciste » prétend manifester contre la politique anti-immigrés de Balladur-Pasqua, elle le fait en affirmant, par exemple dans l'appel à la manifestation du 19 juin (signé entre autres par le PCF, la LCR et SOS-Racisme), que cette politique constitue « une rupture avec les principes républicains ». C'est-à-dire le maintien du statu quo raciste de l'« ère » Mitterrand ! Expulsions, camps de rétention/concentration, crimes racistes, etc. ont été le quotidien de la « gauche » au pouvoir. Et, en organisant la rafle vichyste des Africains de Vincennes en novembre dernier, Mitterrand a même donné le ton à l'actuelle période.

Quant à LO, après s'être vantée publiquement d'avoir participé à l'expulsion d'un collègue d'une jeune fille d'origine maghrébine qui porte en classe le foulard, elle encourage maintenant les jeunes des banlieues à faire la chasse aux « dealers », au moment précis où, au nom de la « lutte antidrogue », une sinistre campagne bourgeoise cherche à transformer certains de ces jeunes en nouveaux harkis contre les « clandestins » !

Depuis des années, le ciment de la « gauche » et de l'« extrême gauche » a été son soutien au régime Mitterrand. Contrairement aux Krivine et autres Laguiller (qui tous avaient aidé à hisser Mitterrand au pouvoir), nous, trotskystes, avons refusé de lui accorder la moindre voix et le moindre soutien politique. Combattant pour l'indépendance de classe du prolétariat, nous nous sommes dès le début opposés à ce régime anti-ouvrier, antisoviétique et anti-immigrés. Et nous mettions en garde qu'après avoir fait le sale boulot pour la bourgeoisie, Mitterrand - comme tous les autres

gouvernements front-populistes de collaboration de classes - paverait la voie au retour en force de la réaction.

L'unité des ouvriers, français et immigrés, indispensable aux gigantesques combats de classe contre la bourgeoisie est en permanence sabotée par les directions réformistes et chauvines du mouvement ouvrier. Le parti révolutionnaire capable de conduire le prolétariat à la prise du pouvoir se forgera en mettant au centre de son combat la lutte intransigeante contre la ségrégation et la terreur racistes.

*Ci-dessous notre tract appelant à une mobilisation ouvrière/immigrée pour défendre le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.*

12 avril - En deux jours, trois jeunes d'origine maghrébine et africaine noire tués par des flics. Le 6 avril, dans le commissariat du XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien, Makome M'Bowole, un jeune Zaïrois, est exécuté d'une balle en pleine tête par un inspecteur de police. Dans la nuit du 6 au 7 avril, Pascal Tais, un jeune homme d'origine marocaine, malade du sida, est jeté dans une cellule du commissariat d'Arcachon où il est retrouvé mort au petit matin - deux côtes fracturées, un



Thierry Orban/Sygma

L'expulsion d'une immigrée « clandestine » par les flics de Mitterrand en 1991. A bas les expulsions !

lobe du poumon perforé et la rate éclatée. Le 7 avril, à Wattrelos (Nord), un autre flic tire sur Rachid Ardjouni qu'il tient immobilisé, face contre terre. La terreur policière, déployée aujourd'hui principalement contre les immigrés et leurs enfants, frappait, le 4 avril à Chambéry, Eric Simonté, un ouvrier de 18 ans, lui aussi abattu d'une balle dans la tête lors de son interpellation. Les rafles et quadrillages racistes de la police invitent à encore plus de meurtres de Maghrébins et d'Africains noirs.

A Paris comme à Tourcoing, la colère longtemps dévoyée et réprimée des jeunes soumis depuis des années à une terreur raciste quotidienne explose contre ces crimes. Autour du commissariat du XVIII<sup>e</sup> à Paris, ce sont chaque jour des centaines de jeunes qui manifestent aux cris de « Flics fascistes, assassins ! » Ils ne doivent pas lutter seuls.

Cette invasion policière des quartiers immigrés arrive après une campagne électorale baignée par le racisme où tous les grands partis se sont empaillés pour savoir qui pourrait le mieux « défendre la France contre l'immigration », dénoncée comme la responsable de tous les maux de la crise économique : chômage, délinquance. Le gouvernement Mitterrand-Balladur profite de la révolte actuelle pour accroître la répression et la violence policières au nom de la « sécurité » raciste. Pasqua met le XVIII<sup>e</sup> arrondissement en état de siège, avec un quadrillage policier et des ratonnades qui rappellent la répression sanglante contre les travailleurs algériens en France pendant la guerre d'Algérie - particulièrement dans ce quartier qui fut un bastion du FLN. La mémoire de la défaite subie par l'impé-

rialisme français en Algérie attise la terreur raciste des fascistes et des flics de Mitterrand-Balladur. Les flics arrêtent et torturent des dizaines de manifestants. Un membre de la LCR est à l'hôpital après avoir été tabassé dans le commissariat. *Levée immédiate des inculpations ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Flics hors des quartiers immigrés ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines !*

La Ligue trotskyste appelle le mouvement ouvrier à organiser immédiatement une grève générale d'une journée contre ces crimes racistes et contre la terreur policière qui frappe les jeunes issus de l'immigration. Ce jour-là, les travailleurs de Paris et de toute la région en grève devront converger vers le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour faire régner l'ordre prolétarien antiraciste. Ce même jour, par exemple, les grévistes de Sopalin et ceux qui les soutiennent devront organiser dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement un meeting de masse pour la « Victoire aux ouvriers de Sopalin ! » Les autres ouvriers aujourd'hui en grève devront faire de même. Les collégiens, lycéens et étudiants doivent se rassembler devant leur établissement et se diriger en cortège, avec leurs bandero-

La terreur anti-immigrés est le fer de lance de l'offensive contre tous les travailleurs. Ceux qui sont tués aujourd'hui sont les enfants d'une partie capitale de la classe ouvrière de ce pays. Le mouvement ouvrier ne doit pas laisser isolés les jeunes qui descendent aujourd'hui dans la rue pour crier leur rage ; il doit agir pour défendre les travailleurs immigrés et leurs enfants contre la ségrégation et la terreur racistes.

Si la classe ouvrière est divisée entre « Français » et immigrés, comme lors de la grève de Talbot, en 1983-84, ou lors de la guerre du Golfe (où Mitterrand a imposé un état de siège anti-immigrés pour museler la colère face au massacre raciste de centaines de milliers d'hommes, femmes et enfants irakiens), ce sont ses exploiters qui se frotteront les mains. C'est son unité, son intégrité et sa capacité de lutte qui sont en jeu.

Chacun se souvient que le 10 décembre 1986, en riposte à la mort de Malik Ousseki, tué par les flics de Mitterrand-Chirac, avaient eu lieu une grève ouvrière de 24 heures appelée par les syndicats et la plus grande manifestation contre la terreur raciste. Une semaine plus tard, les cheminots s'engouffraient dans la brèche ouverte par cette mobilisation. Et leur grève brisera les ailes à la chiraquie.

Organiser une journée de lutte ouvrière en défense de nos sœurs et frères assiégés pèsera puissamment dans la capacité du prolétariat dans son ensemble à se défendre. Mais, les « dirigeants » de la classe ouvrière ont baissé les bras face à la défaite électorale de la « gauche » (ils entendent par là le front populaire anti-ouvrier discrédité de Mitterrand) et ils n'ont d'autre « stratégie » que de courber le dos devant les attaques renouvelées contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. Une grève générale de 24 heures contre la terreur raciste pourra être le signal de la riposte contre la classe capitaliste internationale qui s'est enhardie avec la destruction des Etats ouvriers déformés et dégénéré d'Europe de l'Est et d'URSS et qui est prête à s'engager dans une nouvelle guerre froide contre les ouvriers.

Cela nécessite une direction qui ne recule pas devant la bataille, y compris dans les luttes défensives. Mais les dirigeants en place se sont embourbés durant des décennies dans le front-populisme ; les dirigeants de la CGT et du PCF qui prétendent représenter les secteurs les plus combattifs et les plus conscients de la classe ouvrière sont totalement désarmés face à la soi-disant « mort du communisme ». Nous, trotskystes, disons : le stalinisme est mort, la lutte de classe est toujours là et bien vivante ! Une action en défense des minorités opprimées permettrait de faire un grand pas en avant pour forger une direction lutte de classe, à l'encontre des directions réformistes chauvines et de leurs suivistes d'« extrême gauche ». Ces directions craignent beaucoup plus l'idée que les ouvriers goûtent au pouvoir que le spectacle des fascistes dans la rue.

A travers l'Europe, les ouvriers ont commencé à résister aux attaques portées contre leur niveau de vie, par exemple les grèves du 2 avril en Grande-Bretagne et en Italie. En Allemagne, des dizaines de milliers de métallurgistes ont manifesté contre les ravages produits par la réunification capitaliste. En France, récemment encore, les travailleurs ont fait la preuve de leur combativité - de la SNECMA à la SNCF en passant par le métro et la Poste. Le 31 mars dernier, 60 000 ouvriers manifestaient à Lyon pour défendre des syndicalistes contre la « Justice » des patrons. Une grève générale d'une journée contre la terreur raciste permettra, après une dizaine d'années de politique raciste et antiouvrière « de gauche » et face à la nouvelle vague de l'offensive antiouvrière, de commencer à renverser la vapeur.

Les flics et les tribunaux sont des instruments d'oppression raciste, au ser-

les et slogans, vers le XVIII<sup>e</sup>. Mieux qu'une grève d'une heure de la RATP, les conducteurs des bus et du métro devront gratuitement transporter les manifestants antiracistes vers le XVIII<sup>e</sup>. 200 000 ouvriers mobilisés en défense des immigrés et de leurs enfants repousseront les fascistes dans leurs égouts et donneront à réfléchir aux flics et au gouvernement.

Les travailleurs immigrés habitant le XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien représentent un pouvoir social en germe. Nombre d'entre eux travaillent dans les usines les plus importantes de la région. Les ouvriers de Flins, par exemple, ont lutté dans des grèves cruciales au début des années 80. Une initiative de ces ouvriers en défense du XVIII<sup>e</sup> arrondissement pourra être un tremplin pour des actions unitaires et de masse.

Le Front national, l'avant-garde de la réaction capitaliste, a profité des élections pour consolider sa base. Immédiatement après les élections, une bande de fascistes a attaqué un quartier immigré à Salon-de-Provence. Balladur, dans le cadre de ses consultations des partis ayant « une audience incontestable », s'apprête à rencontrer Le Pen. Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Gardanne, où, le 14 mars, des mineurs, des jeunes d'origine maghrébine et des militants ouvriers ont mis Le Pen et ses nervis en déroute, montre la possibilité d'actions ouvrières/immigrées de front unique pour stopper les fascistes. Une grève générale contre la terreur raciste constituera une base aussi pour organiser une mobilisation ouvrière/immigrée/juive afin d'empêcher le Front national de prader à nouveau le 1er mai.

# Les JCR et la coalition « rouge-brune » à la française

Une pétition circule appelant à « la levée de l'embargo contre la Yougoslavie – Pour le retrait des troupes de l'ONU ». On y trouve les signatures des JCR-*l'Egalité* (l'ancienne organisation de jeunesse de la LCR, exclue par Krivine), les couards de Prométhée (qui ont déserté nos rangs quand, en 1989, nous avons proposé de constituer des brigades internationales pour l'Afghanistan contre les mollahs réactionnaires) et la soi-disant « Opposition trotskyste internationale » (OTI) du SU de Mandel. Ce qui rassemble tous ces pseudo-trotskyistes, c'est leur antispartacisme virulent. Mais on trouve aussi sur cette pétition/bloc politique la signature de... Marc Cohen, en tant que rédacteur en chef de *l'Idiot international* ! Aucun militant des JCR qui se veut sincèrement un révolutionnaire communiste ne peut tolérer pareille ignominie !

*l'Idiot international* est le point de rencontre de tout un milieu, glauque et pestilentiel, où s'accouplent monstrueusement des « intellectuels » corrompus du PCF, des fascistes et des réactionnaires de toutes sortes. Ce qui les réunit, c'est leur chauvinisme virulent, chauffé à blanc par l'exacerbation des rivalités interimpérialistes du « nouvel ordre mondial ». Ainsi, aux côtés de Marc Cohen, qui est aussi un membre bien en vue du PCF, on peut trouver comme « conseillers » le royaliste Thierry Ardisson, l'anticommuniste dément Arrabal ou encore Edward Limonov. Ce chauvin grand-russe, qui a collaboré à *Révolution* (l'hebdomadaire du PCF) avant de rejoindre le *Choc du mois* (mensuel lepéniste), se définit comme un « national-communiste » (!). *Le Choc du mois* nous le montre combattant, aux côtés des milices russophones, les Moldaves et combattant, aux côtés des tchetniks serbes, les Croates et les Bosniaques. Porte-parole en France de Jirinovski (le chef du « Parti libéral démocrate » russe d'extrême droite), il est un des représentants de la répugnante coalition « rouge-brune » (entre débris du stalinisme, monarchistes et fascistes), agressivement antisémite et nationaliste. *l'Idiot international* est aussi connu pour accueillir les articles de Jacques Vergès, l'avocat antisémite qui a défendu Barbie, le boucher nazi de Lyon...

La presse décrit aujourd'hui à longueur de colonnes ce que *Libération* nomme la « galaxie nationale-bolchevique » se développant, autour de *l'Idiot international*, dans le ciel du « nouveau désordre mondial ». Les plumitifs anticommunistes s'en

vice de la classe capitaliste. Quand ils ne terrorisent pas les quartiers immigrés, ils s'attaquent aux piquets de grève, comme à Renault-Cléon en 1991. *Aucune confiance dans l'Etat bourgeois !* Dans ce pays capitaliste raciste, il n'y aura pas de justice pour Makome M'Bowole, Pascal Taïs, Rachid Ardjouni et toutes les autres victimes de la terreur raciste. Ils seront vengés quand les flics tueurs seront jugés par ceux qu'ils prennent pour cible – quand le pouvoir de la classe capitaliste et de ses sbires racistes en uniforme sera brisé par une révolution socialiste qui expropriera la bourgeoisie et mettra les travailleurs au pouvoir. *Pour un gouvernement ouvrier !*

Plus que jamais, il faut s'organiser et riposter, dans les usines, les facs et les quartiers, à l'attaque des fascistes et des flics de l'Etat bourgeois. C'est le moment !

Ligue trotskyste,  
section française  
de la Ligue communiste internationale  
(quatrième-internationaliste)

délectent en faisant l'amalgame entre communisme et fascisme. Certains militants des JCR justifient leur bloc avec *l'Idiot international* en avançant l'appartenance de Marc Cohen au PCF. Mais qu'ont de communistes – ou même d'appartenance au mouvement ouvrier – un Marc Cohen ou encore un Jean-Paul Cruse ? Ces pseudo-« intellectuels » pseudo-« communistes » ont poussé le social-chauvinisme du PCF à sa logique anticommuniste extrême en s'alliant jusqu'avec les nationalistes conséquents que sont les fascistes. Ils sont la « fraction Doriot » du PCF. Doriot, ancien dirigeant national du PCF dans les années 1920-30, évolua vers le fascisme, fondant en 1936 le Parti populaire français.

La ligne de *l'Idiot international* a été donnée par son éditorialiste et fondateur, Jean-Edern Hallier : « Réconcilier Doriot et Thorez » (*le Monde*, 29 juin 1991). Cet individu (avec lequel Marchais, en mal de « compagnons de route », a osé s'exhiber un temps, avant de prendre quelques distances) s'est récemment « illustré » de la façon infecte et sinistre qui le caractérise si bien : il a servi d'entremetteur entre Castro et Le Pen pour organiser le voyage du chef fasciste à Cuba, un voyage annulé in extremis. Deux dirigeants du Front national expliqueront que Le Pen avait entrepris ce voyage « sur les conseils de son ami l'écrivain Jean-Edern Hallier » (*le Monde*, 18 mai). Le 20 juin 1991, Hallier déclarait d'ailleurs à *National hebdo*, le journal lepéniste : « J'ai beaucoup de sympathie personnelle pour Le Pen, [...] il est sensible, humain [...] Je crois que si on l'aime et l'encourage, il peut y arriver [à devenir président de la République]. Il est de la trempe d'Eltsine et de Walesa. »

Que disent d'Hallier les dirigeants des JCR ? Ils lui consacrent précisément un article dans leur mensuel de juin, à propos de la sordide affaire qui l'oppose à Tapie, intitulé « sauvons [!] Jean-Edern ! » Ecœurante familiarité à l'égard de l'ami de Le Pen !! *l'Egalité* poursuit : « C'est assurément un provocateur, ce qui n'est pas forcément désagréable dans un monde finalement bien conformiste. » Vous avez dit nauséabond ?

Mais la direction des JCR ne se limite pas à une pétition sur la Yougoslavie avec *l'Idiot international*. Le numéro de juin de *l'Idiot international* nous fait ainsi découvrir une signature inhabituelle : celle de Damien Elliott, chef des JCR, qui livre une « contribution » (côté d'un article d'un dirigeant chevènementiste – qui, lui, plus tard reniera sa participation à ladite feuille) au « débat » lancé par Jean-Paul Cruse. Le mois précédent, Cruse avait fait paraître un article appelant rien moins qu'à un « front national » (!) où se retrouveraient « Pasqua, Chevènement, les communistes et les ultra-nationalistes » – une coalition « rouge-brune » à la française, soudée autour de la défense des intérêts de la France impérialiste contre ses concurrents. Il y exalte « la grandeur des nations contre la balkanisation du monde sous les ordres de Wall Street, du sionisme international, de la Bourse de Francfort et des nains de Tokyo. »

Débatte, et dans les colonnes de *l'Idiot international*, avec une telle racaille est en soi obscène pour quelqu'un qui se dit trotskyste. Mais que dit Elliott sur la puanteur chauvine de Cruse, son antisémitisme et son racisme antijaponais ? Rien ! Pas plus qu'il n'a un seul mot contre son appel à « une politique autoritaire de redressement du pays », contre sa déclaration comme quoi sont « effectivement liés les problèmes de l'immigration,

de l'insécurité, du chômage et de la criminalité urbaine » ou contre sa dénonciation du « racisme antiraciste » – sans parler de son national-« communisme » en général ! Le dénommé Elliott polémique contre Cruse comme s'il s'agissait d'un banal partisan du front-populisme, cherchant seulement à « refaire une virginité à la collaboration de classes ». Et d'ailleurs il « polémique » en termes étonnamment courtois. Après lui avoir donné crédit pour sa déclaration comme quoi « le cul de la vieille gauche est nu », il lui reproche de ne pas « en tirer les conclusions jusqu'au bout » : « Cruse a une divergence avec Rocard sur le fait de parler ou non de "gauche", mais ne parle hélas [!] pas plus que lui de lutte de classes. » Ou encore : « La volonté provocatrice [!] de Cruse le conduit malheureusement [!] à véhiculer des illusions [!] sur la période de la décolonisation qui aurait fait "flirter le drapeau rouge avec la croix de Lorraine". » Ad nauseum.

Les vents de la campagne impérialiste sur la soi-disant « mort du communisme » et la marée montante du racisme et du nationalisme dans toute l'Europe font dériver vers des eaux de plus en plus troubles une direction des JCR qui n'a jamais eu de boussole programmatique trotskyste, ni même de principe prolétarien sur quoi que ce soit. Sur les Balkans,



Jean-Edern Hallier, fondateur de « l'Idiot international », lien entre « intellectuels » corrompus du PCF, fascistes et réactionnaires de tout poil.

elle avait commencé par crier avec les loups impérialistes en défense de la Bosnie, tout comme elle était montée avec eux sur les barricades d'Eltsine en août 1991 à Moscou. Ainsi, dans son édition de décembre 1992, *l'Egalité*, son mensuel, offrait une version « ouvrière » de la « solidarité avec les Bosniaques » (le cri de guerre pour une intervention militaire impérialiste contre les forces serbes) en appelant les travailleurs à « organiser la solidarité, en premier lieu avec les travailleurs de Bosnie ». Mais il s'avéra rapidement que les impérialistes n'avaient guère envie de s'engager plus avant dans le borbier sanglant des Balkans. Confrontée à notre critique trotskyste de ses capitulations devant la social-démocratie et l'impérialisme, la direction des JCR pouvait désormais faire preuve, à l'égard de sa base, de son « anti-impérialisme » en s'opposant à une intervention militaire à laquelle une fraction influente de la bourgeoisie était hostile... Surtout en

France, ancien protecteur impérialiste de la Serbie ! *l'Idiot international*, pro-nationalistes serbes, se veut le meilleur défenseur des intérêts français face à ses concurrents impérialistes. Et il n'est pas étonnant que, dans l'appel signé par Cohen, les JCR et Cie, le seul impérialisme mentionné soit le rival traditionnel de la France (entre autres dans la région) : l'Allemagne ! Lors de l'agression impérialiste contre l'Irak, nous appelions à ce que Mitterrand et Bush coulent dans le Golfe. Par contre, les Cohen et autres ultrachauvins du PCF condamnaient, avec Marchais et Chevènement mais aussi avec Hallier et les fascistes, l'intervention française au nom de la défense des intérêts mieux compris de l'impérialisme français, contre la soumission à l'impérialisme US. Alors, la direction des JCR, malgré une posture nettement à gauche mais sans aucune véritable ligne de classe, magouillait avec l'organisation de jeunesse de Chevènement-Déroulède. Et lors des législatives, son programme électoral était rien moins que du protectionnisme bourgeois appelant à la « rupture avec la logique de Maastricht et les diktats de la CEE » ou, encore, au « monopole d'Etat sur le commerce extérieur » dans le cadre du capitalisme !

Logiquement, en même temps qu'il conclut un bloc politique avec *l'Idiot international* et qu'il débat avec des chantres de la coalition « rouge-brune » à la française, Damien Elliott nous exclut, nous les trotskystes, de ses meetings, les 11 et 19 juin derniers. Ce manipulateur cynique ne peut évidemment nous laisser dévoiler ses manœuvres sordides et démasquer les prétentions « révolutionnaires » qu'il affiche de temps à autre (entre deux magouilles avec *l'Idiot international* !) auprès de ces jeunes qui veulent lutter contre le chauvinisme, le racisme et le fascisme et contre le système capitaliste qui génère cette barbarie.

En mai dernier, une membre des JCR-*l'Egalité*, où elle militait depuis trois ans, démissionnait de cette organisation. Dans sa lettre réduisant à néant les (quelques) prétentions antiracistes et internationalistes de la direction des JCR, elle écrivait : « [...] il ne faut pas hésiter à dénoncer et à lutter contre son propre impérialisme, et à lutter pour la construction du parti de la révolution prolétarienne internationale. Or, les JCR semblent plus enclines à mener une politique réformiste [...]. Les JCR ne veulent donc pas détruire l'Etat bourgeois et préfèrent uniquement faire pression dessus. Elles demandent ainsi un capitalisme à visage humain, plus social, moins raciste, moins sexiste, etc., mais ne posent ni la question de la révolution socialiste ni celle du parti [...]. Lassée de la politique de collaboration de classes, tactique ou non, je quitte les JCR afin de rejoindre la LTF, qui a su me donner les réponses politiques que j'attendais des JCR. »

Cette lettre a été écrite avant que soit connue l'ignominie sans nom commise par la direction des JCR en mouvement rapide à droite. Les militants des JCR qui ne veulent pas devenir les porteurs d'eau d'un Jean-Edern Hallier ou d'un Marc Cohen doivent vite rompre avec les Damien Elliott qui, entre socialisme ou barbarie, semblent pencher vers le second terme de l'alternative. Depuis le début et à chaque pas, nous avons mis en garde les militants des JCR qui se voulaient vraiment des révolutionnaires et avons dénoncé les capitulations de leur direction, en y opposant le programme sans tâche du trotskysme sur lequel nous, et nous seuls, combattons. Aujourd'hui plus que jamais, nous pressons ces camarades de rejoindre notre combat. ■

## Actions ouvrières/immigrées contre la guerre raciste de Mitterrand-Balladur!

30 juin - Nous reproduisons ci-après, en page 10, le tract (publié en français et en arabe et diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires) appelant les travailleurs, et notamment les travailleurs immigrés, à converger par milliers, en gros bataillons, vers le XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien et - entraînant derrière eux la jeunesse multietnique des banlieues, des facs et des lycées - à défendre ce quartier immigré.

Le XVIII<sup>e</sup> arrondissement avait été mis en état de siège par Pasqua pour écraser la révolte des jeunes qui protestaient contre le meurtre raciste (le premier d'une horrible série) de Makome M'Bowole, dans un commissariat du quartier. Le gouvernement de droite, avec Mitterrand à la présidence, a marqué du sceau de la guerre raciste son retour aux affaires et sa volonté d'en découdre avec toute la classe ouvrière.

Puisant directement dans le programme des fascistes, Balladur-Pasqua intensifie jour après jour le sale boulot antiouvrier et anti-immigré mené depuis douze ans par les gouvernements Mitterrand. Aujourd'hui, sur fond de « lutte contre la drogue » (mot de code, avec l'« insécurité », pour la terreur raciste), la droite revancharde renforce brutalement, avec son « Code de la nationalité » et autres mesures Pasqua, l'arsenal législatif anti-immigré qui donne un blanc-seing aux tueurs racistes, en uniforme ou non.

Le 19 juin dernier, il y avait dans les rues des dizaines de milliers de jeunes mobilisés contre le « Code de la nationalité ». Aujourd'hui, les cheminots protestent contre l'utilisation de trains, avec des compartiments réservés aux « clandestins » maghrébins arrêtés, pour les expulser de France. « En d'autres périodes de notre histoire des êtres humains jugés indésirables ont été transportés de force par le train : ces souvenirs sont douloureux », déclarent les cheminots CGT (*l'Humanité*, 30 juin), évoquant avec raison les trains qui, sous Vichy, déportèrent vers les camps de la mort 76 000 juifs et 50 000 résistants. De leur côté, les pilotes de ligne refusent régulièrement d'embarquer sur leurs avions des « clandestins » qui refusent leur expulsion.

Il est non seulement nécessaire mais possible de balayer ces mesures réactionnaires par une puissante lutte de classe. Nous disons : A bas le « Code de la nationalité » ! A bas les lois racistes Mitterrand-Pasqua ! Défense du droit d'asile ! Flics hors des quartiers immigrés ! Groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les usines ! Non aux expulsions ! A bas la chasse aux « clandestins » ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester ! A bas toutes les discriminations racistes - dans l'emploi, le salaire, le logement, l'école ou les soins médicaux ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille !

C'est dans toute l'Europe que la barbarie capitaliste se heurte à l'opposition grandissante des travailleurs et à la radicalisation des jeunes qui se lèvent en défense des réfugiés et des immigrés, cibles n° 1 de l'offensive antiouvrière. Les victoires de la contre-révolution capitaliste à l'Est, consécutives à l'effondrement du stalinisme, et la crise généralisée du



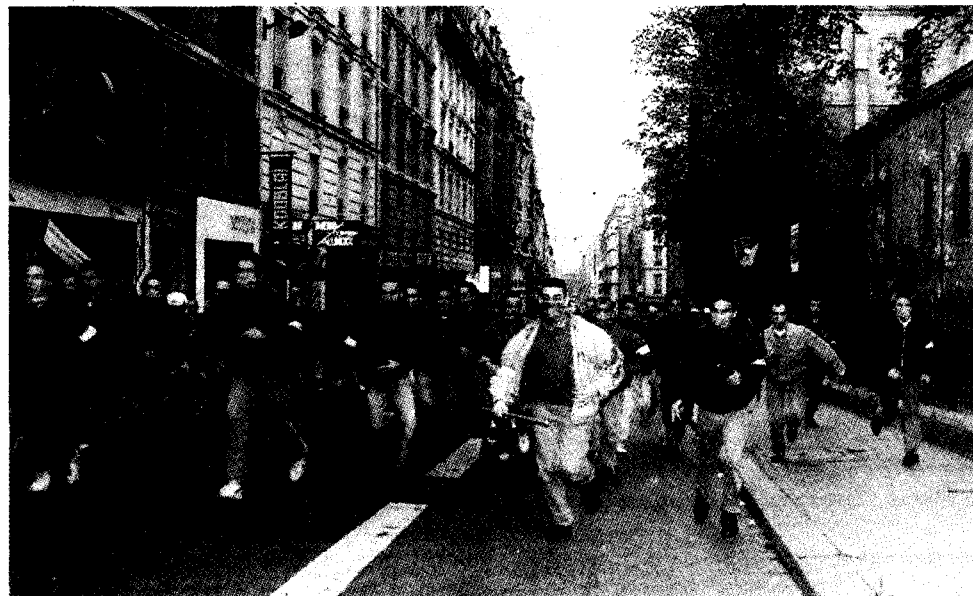
Le cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation du 10 mai 1993 à Paris contre la «réforme» raciste du Code de la nationalité

capitalisme ont à la fois exacerbé les rivalités interimpérialistes et enhardi les diverses bourgeoisies qui redoublent d'offensive contre les travailleurs et les opprimés. Partout, la bourgeoisie désigne les immigrés et leurs enfants comme les « ennemis de l'intérieur », responsables pour la crise et traités à leur « patrie d'adoption » qu'il faut terroriser pour pouvoir mener les guerres néo-coloniales ou même les guerres interimpérialistes. Le capitalisme pourrissant exhibe brutalement sa face hideuse : bains de sang néo-coloniaux, haines nationalistes, terreur raciste, agressions fascistes.

De l'Allemagne à l'Italie, la classe ouvrière fait preuve de sa volonté de lutte. Elle montre aussi, en potentiel, sa puissance sociale, seule capable - en se portant à la tête de tous les opprimés - d'écraser les fascistes, de briser la ségrégation et la terreur racistes, d'en finir avec le système capitaliste qui génère toute cette barbarie. Ce dont ces mobilisations ont besoin, c'est par-dessus tout d'une direction et d'un programme lutte de classe capables de les conduire à la victoire.

La Ligue communiste internationale

(LCI), dont nous sommes la section française, a inscrit bien haut sur son drapeau rouge, révolutionnaire et internationaliste, la lutte contre les discriminations et la terreur racistes et pour stopper les fascistes. Le 22 janvier dernier, à Vancouver, nos camarades canadiens étaient à l'initiative d'une action de front unique, basée sur la classe ouvrière organisée, qui a mobilisé 3 000 manifestants - travailleurs, jeunes, minorités ethniques, homosexuels et autres antifascistes - qui ont mis un rassemblement fasciste en déroute. Quelques jours après, le 30 janvier, c'étaient nos camarades allemands qui organisaient et dirigeaient la défense d'un foyer d'immigrés, à Berlin, contre la terreur des skinheads. Le 26 mai, nos camarades de la Spartacist League of Australia menaient victorieusement une action de front unique contre l'interdiction raciste faite aux aborigènes de boire dans un bar, près de Sydney. Dernièrement, le 8 juin, nos camarades de la Spartacist League/US organisaient à New York un rassemblement protestant contre l'arrestation et la menace d'expulsion d'environ 300 immigrés chinois, rescapés d'un naufrage où six périrent.



Paris, le 8 avril - Les flics de Mitterrand-Balladur, en civil et brassard, chargent les jeunes révoltés par l'assassinat de Makome. La LTF a mené campagne pour une action ouvrière de défense de ce quartier immigré. (A droite, notre tract en français et en arabe.)

En France, quand l'arrivée aux affaires du gouvernement Mitterrand-Balladur déclencha une vague de terreur raciste, nous nous sommes portés en première ligne. Le 31 mars, les fascistes du GUD, célébrant ainsi le retour de la droite revancharde, attaquaient l'université parisienne de Tolbiac, une fac où sont actives les organisations de gauche. Nos camarades appelèrent les étudiants et les organisations présentes, UNEF-ID, JCR et Union des étudiants juifs de France, à chasser cette racaille, qui fut repoussée avec succès. Nous avons alors proposé aux organisations ouvrières et démocratiques de la fac de se mobiliser pour la semaine suivante et de se tenir prêtes à repousser toute tentative de reprécipitation des fascistes. Ce jour-là, 7 avril, plus d'une centaine d'étudiants participaient à cette action de front unique. Au coude à coude avec des organisations ouvrières, un échantillon de la jeunesse multietnique combative de ce pays était bien décidé à balayer les nervis du GUD, qui n'osèrent pas venir pointer leurs sales gueules.

Le soir même, des jeunes de Paris et de sa banlieue descendaient dans les rues du XVIII<sup>e</sup> arrondissement pour crier leur colère après l'assassinat de Makome. Nous avons lancé nos forces, modestes, dans une campagne pour construire une action ouvrière/immigrée de front unique, massive et puissante, contre la terreur d'Etat raciste. Une telle action, outre qu'elle aurait fait rentrer dans leurs trous les fascistes du Front national, aurait permis de renverser la vapeur et de jeter les bases d'une contre-offensive ouvrière contre le gouvernement Mitterrand-Balladur.

Dans les foyers et les quartiers immigrés comme aux portes des entreprises, que ce soit à Renault-Flins ou à la SNCF, notre campagne a rencontré un écho très favorable, dépassant largement notre audience habituelle. Chaque jour, nous recevions des appels téléphoniques et des lettres de jeunes et de travailleurs nous demandant des paquets de tracts pour les diffuser autour d'eux, dans leurs quartiers ou leurs entreprises. Nous nous sommes

Suite page 10

**LE BOLCHEVIK**

باجماهير العمال والمهاجرين: لا بد من تنظيم إضرابا طيلة ٢٤ ساعة ضد الحرب العنصرية للحكومة ميتيران/بالادور!

من أجل التصبئة العمالية!  
للدفاع عن أحياء المهاجرين!

١١ أبريل من سنة ١٩٨٠... (Arabic text describing the article's context and the author's background)

**LE BOLCHEVIK**

Ouvriers/Immigrés: organisons une grève générale de 24 heures contre la guerre raciste du gouvernement Mitterrand-Balladur!

Mobilisation ouvrière!  
Défendez les quartiers immigrés!

12 avril - En deux jours, trois jeunes d'origine maghrébine et algérienne ont été tués par des flics. Le 6 avril, dans le commissariat de l'VIII<sup>e</sup> arrondissement, Makome M'Bowole, un jeune Zairien, est mort d'une balle en pleine tête par un policier de la police. Dans la nuit du 6 au 7 avril, Pascal Taki, un jeune de la région de la Seine-Saint-Denis, est mort d'une balle en pleine tête dans une cellule de la prison de la Santé. Le 7 avril, à la Santé (Paris), un autre jeune de la région de la Seine-Saint-Denis, est mort d'une balle en pleine tête dans une cellule de la prison de la Santé. Les policiers ont tiré sur les jeunes sans raison. Les jeunes ont été tués par les policiers. Les parents des jeunes tués ont demandé la justice. Les parents des jeunes tués ont demandé la justice. Les parents des jeunes tués ont demandé la justice.